

Projet HoloSolis d'usine de panneaux solaires à Hambach

Concertation préalable du public

Verbatim de la réunion publique de lancement

30 septembre 2023



Concertation garantie par



Une cinquantaine de personnes ont assisté à la première réunion publique de la concertation préalable du public sur le projet d'usine de panneaux solaires d'HoloSolis à Hambach qui s'est déroulée à Woustviller le samedi 30 septembre 2023.

La réunion s'est tenue en présence des garants de la concertation, Valérie TROMMETTER et Bernard CHRISTEN ; ainsi que de plusieurs élus du territoire dont :

> Sonya CRISTINELLI-FRAIBOEUF, maire de Woustviller,

> Roland ROTH, président de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences,

> Marc ZINGRAFF, représentant du Conseil régional Grand Est, vice-président de la CASC et maire de Sarreguemines.

HoloSolis était représenté par son président, Jan-Jacob BOOM-WICHERS, accompagné de Jan-Maarten VAN DEN HOEK, directeur administratif et financier, et d'Elise BRUHAT, directrice de la stratégie industrielle. RTE, co-maître d'ouvrage, était représenté en tribune par Mathieu PAFUNDI, responsable projets concertation. Hervé LIST, directeur des affaires publiques RTE, était également présent dans la salle.

Le diaporama de présentation diffusé lors de la réunion est disponible sur le site www.concertation-holosolis.org

Avertissement :

Ce compte-rendu a été établi sur la base de l'enregistrement audio. Les noms des participants n'ayant pas laissé leurs coordonnées lors de la réunion ont été retranscrits phonétiquement.

Introduction

Julia BITRAN (animatrice) : Bonjour à tous et merci d'être venus pour ce premier rendez-vous. Alors aujourd'hui, c'est la réunion de lancement de la concertation préalable du public du projet HoloSolis d'usines de panneaux solaires à Hambach. C'est quoi HoloSolis ? Quel est ce projet d'usine de fabrication de panneaux solaires ? Quels seraient les impacts sur le territoire ? En quoi consiste une concertation préalable du public ? Eh bien, vous allez avoir déjà beaucoup de réponses aujourd'hui et elles vont vous être détaillées tout au long de la concertation jusqu'à fin octobre. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais remercier Sonya CRISTINELLI-FRAIBOEUF, maire de Woustviller et vice-présidente de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences. Je vais vous demander de me rejoindre si vous voulez bien, parce qu'on voudrait vraiment vous remercier de nous accueillir ici, dans cette belle salle du W, où se déroulera d'ailleurs aussi la réunion de clôture vendredi 27 octobre. Un double merci et je vous donne la parole tout de suite pour un petit mot d'accueil.

Sonya CRISTINELLI-FRAIBOEUF (maire de Woustviller et vice-présidente de la CA Sarreguemines Confluences) : Mesdames et Messieurs. Tout d'abord, bonjour, j'espère que vous êtes bien installés. Je voudrais tout simplement vous dire et saluer toutes les personnes présentes à la table et puis dans la salle, et puis saluer plus chaleureusement M. Jan Jacob BOOM-WICHERS, j'espère que j'ai bien prononcé parce que c'est pas facile. C'est un plaisir pour nous de vous accueillir aujourd'hui dans cette salle qu'on a mise à votre disposition. Mais c'est aussi par rapport au projet pour notre territoire et nous sommes ici, dans la commune, vraiment fiers, déjà de vous accueillir, et puis persuadés de tout le bien-fondé d'une telle installation dans notre commune, dans la commune voisine, et avec tout l'impact que ça aura sur notre territoire. Ce sera une façon de développer déjà l'emploi qui est toujours indispensable à l'heure actuelle, de créer une dynamique au sein de nos territoires, de nos villages, d'assurer l'accueil des personnes. Parce que c'est sûr que 1700 emplois, nous ne les aurons pas sur place et avec toutes les possibilités qui sont offertes par les différentes communes, ce sera un plaisir d'accueillir des nouveaux arrivants. Et puis aussi de créer une dynamique, que ce soit touristique. Ça, c'est important aussi. Une dynamique commerciale et puis tout ce qui va avec. Alors c'est vraiment un plaisir de vous accueillir. Franchement, moi, en tant que maire et mon conseil municipal, nous sommes vraiment convaincus par l'importance de ce projet et puis aussi d'accueillir, de vous accueillir ce matin pour l'ouverture finalement de cette procédure que vous devez effectuer administrativement et puis également pour sa clôture dans cette salle. C'est un véritable plaisir et surtout, je suis sûre que les habitants, du moins dans ma commune puisque j'en ai déjà parlé souvent avec les habitants, vous réserveront un bel accueil et puis surtout un bel accueil à cette usine qui est finalement dans l'air du temps avec la fabrication de panneaux photovoltaïques. Alors merci beaucoup ! Merci de nous avoir choisis aussi bien pour la salle, mais sur notre territoire de la communauté d'agglomération. Et on est très fiers. Merci.

Julia BITRAN (animatrice) : Merci encore pour votre accueil et effectivement pour cette belle salle. Les élus du territoire, ils ont eu un rôle et ils continuent d'avoir un rôle particulièrement important dans ce projet. Je vais d'ailleurs donner la parole dans un instant à Messieurs ROTH et ZINGRAFF. Mais d'abord un petit mot d'introduction et d'accueil du président d'HoloSolis, Jan Jacob BOOM-WICHERS.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Bonjour, est-ce que vous m'entendez ? Parfait. Alors, Madame la Maire, merci infiniment de votre accueil et de vos paroles. Elles nous touchent vraiment au cœur. Nous sommes extrêmement fiers d'être ici dans la région avec vous. Nous vous remercions de votre accueil, de cette magnifique salle que vous mettez à notre disposition. Et plus largement, je voulais remercier toutes les personnes qui, jusqu'à présent, et ça fait plusieurs mois que nous venons ici, nous ont accueillies à bras ouverts. Donc on se rend compte à quel point le projet est important. Donc je mesure avec beaucoup d'humilité à quel point vous souhaitez notre venue ici et je vous en remercie. On s'impatiente d'avoir ce débat pendant ces six semaines avec la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) pour pouvoir répondre à vos questions sur ce projet et bien sûr avancer et continuer ce dialogue ensemble. Merci infiniment Madame la Maire.

Julia BITRAN (animatrice) : Et vous allez nous détailler le projet HoloSolis dans quelques instants. La perspective de 1700 emplois sur le territoire de la communauté d'agglomération, ce n'est pas rien. Et ce n'est pas le président qui dira le contraire, n'est-ce pas Roland ROTH ? Il faut dire que vous et vos équipes avez particulièrement œuvré pour que ce projet voie le jour ici. À vous la parole.

Roland ROTH (président de la CA Sarreguemines Confluences) : Mesdames et Messieurs. Merci Julia de me passer la parole. Déjà pour saluer toutes celles et ceux qui se sont déplacés ce matin pour s'introduire dans ce projet HoloSolis. Mais je prends la parole également aussi pour livrer à la salle quelques mots concernant mon ressenti par rapport à ce projet. Comme vous le disiez Julia, le nombre d'emplois susceptibles d'être créés et très important, et nous ne pouvons que nous en réjouir. L'objectif premier du développement économique sera ainsi atteint et nous sommes bien partis, je m'imagine, pour frôler à terme le plein emploi sur notre territoire, si je me réfère au taux de chômage qui nous concerne actuellement. Mais en réalité, l'impact de l'implantation d'une unité de cette importance ne se limite pas au nombre d'emplois. L'arrivée d'un tel projet aura des répercussions dans de nombreux domaines de notre vie quotidienne locale comme la mobilité, la formation, le logement, l'aspect social, l'aspect financier est à prendre en considération, et j'en passe. Il s'agit d'une nouvelle stimulation de notre dynamique locale, comme nous l'avons déjà vécu à l'époque de la Smart. C'est la raison pour laquelle nous avons, au niveau de la Communauté d'Agglomération de Sarreguemines Confluences (CASC) très envie d'aboutir et nous avons mis toute notre énergie dans le travail préparatoire à une telle décision. Nous n'étions au départ qu'une poignée de personnes à être dans la confiance à la CASC, comme d'ailleurs dans les services de l'État et de la Région.

Les rencontres avec M. BOOM-WICHERS et son équipe ont été nombreuses en présentiel ou par téléphone, en visio, pour franchir progressivement les étapes qui caractérisent de telles négociations. La confiance s'est installée dès le départ et je crois pouvoir dire que nos relations étaient très studieuses, mais aussi très conviviales. Et si le choix s'est porté sur notre territoire, c'est probablement que les savoir-faire ont été appréciés d'un côté comme de l'autre. Et je tiens à remercier aujourd'hui les porteurs de projets pour leur confiance. Je préciserai que la nature même du projet convenait parfaitement à la Communauté d'agglomération. D'autres possibilités s'offraient à nous, je ne vous le cache pas, en raison de la politique clé en main que nous pratiquons depuis de nombreuses années. Mais le fait de pouvoir proposer une diversification à notre activité économique, nous sommes pour quasiment 70 % dans l'automobile, et en plus agir dans le domaine de la transition énergétique a été déterminant pour nous. Il nous a semblé, et je pense que Marc peut en témoigner, que cette usine était parfaitement adaptée à notre zone d'activité. C'est pourquoi nous espérons que notre population que vous représentez, à laquelle nous faisons totalement confiance, reconnaîtra l'intérêt d'avoir une telle gigafactory, pour utiliser un terme courant dans ce domaine, sur son territoire et que cette population saura l'adopter.

La consultation publique est lancée avec une première réunion ce matin. Elle est destinée à répondre aux questions, expliquer, convaincre, rassurer et peut-être aussi faire naître des passions dans ce domaine. Nous avons déjà pratiqué ensemble un exercice semblable. Vous vous en rappelez probablement avec REC Solar et nous en connaissons le principe et le fonctionnement. Un exercice qui a été réussi à l'époque, qui a permis de franchir une étape importante, celle des autorisations, mais malheureusement sans aboutir au résultat attendu : la réalisation de l'usine. Ayant appris au fil des mois à connaître les porteurs de projets et à mesurer leur détermination, je suis convaincu que cette fois-ci, nous arriverons au terme de la démarche et qu'en 2025, cette usine sera intégrée dans notre paysage et qu'elle fera vivre un grand nombre de nos familles. La CASC, tout comme les services de l'État, de la Région et du Département, seront aux côtés d'HoloSolis pour les accompagner dans le cadre de cette importante opération de concertation qui me semble utile et nécessaire vu l'ampleur du projet. Je souhaite tout simplement plein succès à cet échange et remercie tous ceux qui ont contribué à sa préparation. Cela nécessite un certain travail, vous l'imaginez, et je remercie tous les acteurs qui ont soutenu la préparation de cette consultation. Voilà ce que je voulais vous dire en introduction ce matin.

Julia BITRAN (animatrice) : Merci Roland ROTH et je crois que vous pouvez les applaudir, tous ces acteurs qui se sont engagés dans ce projet.

(Applaudissement dans la salle)

Julia BITRAN (animatrice) : Et puis, vous l'avez dit, un projet comme celui d'HoloSolis, c'est une dimension qui dépasse le niveau local. C'est d'ailleurs d'envergure européenne. Aux côtés de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences, il y a la Région Grand Est qui a contribué à ce qu'on en arrive aujourd'hui, à cette concertation préalable du public. Et ça tombe bien, Marc ZINGRAFF, vous avez la double casquette de premier vice-président de la Communauté d'agglomération en charge du développement économique et conseiller régional du Grand Est.

Marc ZINGRAFF (vice-président de la CA Sarreguemines Confluences et conseiller régional) : Merci Julia. Mesdames et Messieurs, bonjour. Je vais prendre quelques phrases pour introduire le propos du président de la Région Grand Est que vous allez pouvoir suivre à l'écran tout à l'heure. Je suis là pour dire tout le soutien de la Région Grand Est à ce projet qui représente vraiment le changement, la transition dans beaucoup de domaines : dans le domaine industriel, en matière d'écoresponsabilité, en matière de gestion de l'humain, en matière d'ancrage sur le territoire. Voilà, beaucoup d'espoirs réunis font de ce dossier un dossier emblématique. Emblématique parce qu'exemplaire dans de nombreux domaines que nous allons aborder probablement ce matin. Et vous allez avoir de suite l'avis du président de la région Grand Est, qui soutient avec beaucoup de détermination ce projet. Merci beaucoup.

(Lancement de la vidéo)

Franck LEROY (président de la Région Grand Est) : Je souhaiterais d'abord remercier la Commission Nationale du Débat Public. Je souhaiterais les remercier parce qu'ils ont su tenir deux impératifs : celui de la concertation, indispensable pour qu'un tel projet s'enracine dans son écosystème, celui de l'urgence, puisque désormais, chaque jour, chaque semaine compte pour être au rendez-vous de 2025. Je veux surtout m'adresser, à l'occasion de cette conférence de presse, au grand public et aux habitants du territoire de projet. Nous allons vivre ensemble un événement hors du commun. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

plus de 700 millions d'euros d'investissements, 1700 emplois à terme. Je le sais, beaucoup se sont déjà mis en route : acteurs de la formation, instituts universitaires et technologiques, laboratoires de recherche, industriels. À tous ceux-là, je souhaiterais redire que la Région sera à leurs côtés, consciente de l'enjeu qui se présente à nous. Je sais aussi que les habitants du Grand Est, et particulièrement les Mosellans, sont fiers de leurs racines industrielles. L'industrie est notre histoire, elle est aussi notre avenir. Jusqu'au 31 octobre prochain, vous aurez à vous prononcer sur ce projet majeur. C'est un projet majeur pour l'industrialisation de notre région, mais c'est aussi un projet majeur pour être au rendez-vous de la transition écologique et environnementale. En prévoyant de produire l'équivalent de cinq gigawatts de panneaux en vitesse de croisière, HoloSolis fournira chaque année à 1 million de foyers l'accès à des panneaux européens à une énergie renouvelable de grande qualité. Nous le savons, le pari n'est pas simple face aux puissances chinoises et américaines. Nous en savons quelque chose ici à Hambach. Mais précisément, nous avons su montrer notre capacité de rebond et notre farouche détermination. L'Europe, qui forme la zone économique la plus volontaire du monde en matière de transition énergétique, ne peut pas durablement rester exposée à la concurrence mondiale sans faire naître ses propres champions. C'est ce que nous allons faire ensemble dans les prochaines années.

Julia BITRAN (animatrice): Et donc merci aussi à la Région Grand Est. Aujourd'hui, on entre dans une phase très importante : la concertation préalable du public. Jusqu'à fin octobre, vous allez être informés en détail de ce projet d'usine de fabrication de cellules et de panneaux photovoltaïques. Vous allez pouvoir poser toutes vos questions et surtout, vous allez pouvoir vous exprimer. Le but de cette concertation, c'est de pouvoir débattre de l'opportunité de ce projet, de ses objectifs, de ses principales caractéristiques, mais aussi des impacts qu'il peut avoir sur l'environnement et sur l'aménagement du territoire. C'est une étape obligatoire pour ce type de projet. C'est aussi une phase qui est très réglementée parce que ce n'est pas le tout de pouvoir poser vos questions, encore faut-il que vous obteniez des réponses, n'est-ce pas ? Donc, pour mener à bien cette concertation, il y a deux personnes qui veillent au grain. Ce sont les garants Valérie TROMMETTER et Bernard CHRISTEN. Ils vont vous détailler leur rôle et l'importance d'une telle concertation.

Présentation de la concertation

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Oui, merci bien. Donc effectivement, nous sommes nommés par la CNDP, Valérie TROMMETTER et moi-même, pour garantir, la CNDP c'est la Commission Nationale du Débat Public, pour garantir la qualité et le bon déroulement de la concertation. Ce qu'il faut savoir, c'est que la CNDP a été créée après la "loi Barnier" en 1992-93 et que ses pouvoirs ont été renforcés début 2000. À l'époque, il s'agissait vraiment de donner un droit à la concertation. Le droit à la participation du public, avant, il n'y avait pas d'obligation sur les grands projets environnementaux. Donc le grand enjeu qu'a mis en place le législateur, c'est de faire en sorte qu'il y ait obligation de débat, d'information des publics et des débats de concertation dès que les projets environnementaux sont d'ampleur. Donc ce droit, on est toujours là pour le garantir. L'enjeu des débuts 2000, c'était de mettre en place ce droit. Aujourd'hui, le besoin du droit est toujours là, mais se rajoute à ça une attente des concitoyens de véritablement pouvoir participer, pouvoir s'impliquer. Donc l'attente sociale ou sociétale en matière de concertation et d'information a été démultipliée en 20 ans. Et il est d'autant plus important qu'aujourd'hui, on sait que dans notre monde, il est très crispé. L'idée, c'est que les gens sont plutôt en opposition qu'en co-construction. Que le faire ensemble aujourd'hui, ce n'est pas la règle automatique. Et donc l'enjeu pour la CNDP aujourd'hui, c'est non seulement comme au début 2000, de faire en sorte que le droit soit garanti et

fonctionne bien, mais c'est de veiller à ce que ces concertations soient constructives et que les gens s'impliquent et que ça redonne un contrat de confiance dans l'être ensemble de notre société.

C'est un vrai défi, aujourd'hui, on le voit, les tensions qu'il y a, je ne vais pas faire l'actualité, tout le monde les connaît. Mais donc vraiment l'idée qu'au moins sur les grands projets, ces concertations, ce dialogue fonctionne au mieux. On est là pour permettre une participation citoyenne en confiance. Encore un mot là-dessus. On dit "concertation, c'est bien, mais on n'y croit pas. C'est du pipeau, ça sert à rien." L'appréhension première de beaucoup de publics, c'est celle-ci. Mais le but, c'est qu'à la fin de la concertation, on se dise tous "ça a servi à quelque chose, on a bien travaillé". Ce n'est pas automatique, ça dépend de tous les acteurs, des partenaires institutionnels qui accompagnent HoloSolis. Cela dépend fondamentalement d'HoloSolis et ça dépend fondamentalement de vous, les participants. Et nous, on est là pour essayer de mettre la bonne huile dans les rouages pour que cette affaire fonctionne du mieux possible.

Alors nos missions, pour les résumer rapidement, c'est veiller, comme je viens de le dire, à ce droit qui est constitutionnel, qui a été renforcé quand le droit à l'environnement a été mis dans la Constitution. Et donc la CNDP est là pour organiser et garantir le débat public et la concertation sur tous les projets d'une certaine ampleur, elle est sollicitée et elle veille à cela. Donc ensuite, elle est aussi là pour rendre compte des résultats. Donc la concertation, c'est une chose, mais à la fin, qu'est-ce qui s'est passé ? Quel est le bilan qu'on en tire ? Donc on est là aussi, c'est un rôle sur lequel on va revenir tout à l'heure, pour veiller à la formalisation du résultat. Et là aussi, par rapport à ce que je disais, créer ce contrat de confiance entre tous les acteurs d'un territoire, les habitants, les porteurs de projets, c'est développer la culture de la participation. Vous voyez, on a fait le travail de communication pour lancer la concertation qui était important. Mais nous sommes aujourd'hui une cinquantaine. Donc, on voit bien qu'il y a encore... C'est déjà très bien. Et j'ai envie de dire félicitations et grand merci à ceux qui sont là. Parce qu'on parle toujours de ceux qui ne sont pas là, qui n'augmentent pas la jauge, mais ceux qui sont là, c'est eux qui ont le mérite. Mais avec ce boulot, on est une cinquantaine. Je pense qu'avec tous les ateliers, on va brasser plus de monde à la fin. Mais on voit bien que cette culture de la participation en France, ça râle beaucoup, ça ne s'implique pas tant que ça. Et donc on est là pour progresser ensemble dans l'idée que ça sert à quelque chose et que les gens aient envie de venir. La concertation, c'est ce n'est pas un endroit de promotion du projet. Il y a le mot "concilier" qui est posé en bas. C'est un endroit où on échange, on débat. Ce n'est pas que de l'information, c'est vraiment du débat. On est là pour, la base c'est l'information, ensuite c'est des questionnements, c'est des réponses, voir des oppositions, des propositions. Donc c'est une vraie richesse complète. Donc je donne la parole à Valérie qui va préciser les valeurs qui sont au centre de notre intervention.

Valérie TROMMETTER (garante de la CNDP) : Voilà, donc les valeurs de la CNDP sont au nombre de six. La première valeur, c'est l'indépendance : la CNDP est totalement indépendante du Gouvernement, du Parlement, des collectivités territoriales et des maîtres d'ouvrage. Il n'y a aucun lien qui nous unit. On est libre de s'exprimer de façon tout à fait indépendante. La deuxième valeur, c'est la neutralité. À la fin de notre mission, nous allons établir un bilan sur la façon dont la concertation s'est passée en fait, sur son déroulement, sur la garantie du droit à la participation du public et aux réponses qui ont été apportées. On ne donnera nullement d'avis sur le projet. L'avis sur le projet se fera dans un deuxième temps si le projet se poursuit via l'enquête publique, et c'est à ce moment-là qu'un commissaire enquêteur, lui, donnera son avis sur le projet. La transparence : on s'assure aussi, en tant que garant, que toutes les informations existantes et qui soient disponibles à la date de la concertation soient mises à disposition du public. Voilà, donc vous avez pour ça le site internet, vous avez des dépliants. Si vous avez connaissance d'études, je dirais, publiques, qui ne soient pas mises à votre disposition, il faut venir vers nous. Vous nous le dites et on demandera au maître d'ouvrage de les mettre à votre disposition. La quatrième valeur, c'est l'égalité de traitement. Donc tout citoyen, quel que soit son rôle dans notre société, a droit à la parole et donc la parole

est la même qu'on soit élu, qu'on soit représentant d'association ou qu'on soit riverain d'un projet. L'argumentation : là aussi, la CNDP, en fait, veille à ce que toute l'expression des points de vue puisse se faire, mais que cette expression soit argumentée. Voilà, c'est vraiment important. On n'est pas pour ou contre un projet, mais on est pour ou contre un projet pour telle et telle raison. C'est ça qui est important. Nous, c'est vos arguments qui nous intéressent. Et après aussi dans cette argumentation, il n'y a pas de sondage, c'est-à-dire qu'on peut avoir 100 personnes qui peuvent être contre pour le même argument et une personne qui peut être contre pour un autre argument. On n'est pas là à compter des points. On est vraiment là pour la pertinence des arguments qui sont apportés pendant la concertation. Et le dernier point, c'est l'inclusion. Une valeur forte de la CNDP, c'est d'aller chercher les publics, en fait, qui ne participent pas à ces concertations qui sont souvent loin des sujets, qui n'osent pas prendre la parole. Là, on va les chercher. Et notamment il y aura un marché où on sera présent au marché des producteurs la semaine prochaine à Sarreguemines. Voilà.

Julia BITRAN (animatrice) : Merci beaucoup à tous les deux pour vos précisions. Je voudrais maintenant passer la parole à la directrice de la stratégie industrielle.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : S'il vous plaît ?

Julia BITRAN (animatrice) : Je suis désolée, je vous ai coupés.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Il n'y a pas de souci. Non, vraiment, insister sur deux points en 30 secondes. Concrètement ici, notre rôle pour commencer a été, avec HoloSolis, que j'ai insisté là-dessus, c'est qu'il y ait une bonne information. Ça, c'est la base et ensuite la bonne information, c'est-à-dire qui soit bien diffusée pour que les gens participent. Ça, c'est le premier niveau. Le deuxième point : que l'information soit juste et complète. Donc on a travaillé, je tiens à le dire, étroitement avec HoloSolis, pour que le cahier qui est mis à votre disposition à l'entrée, on a veillé à ce qu'il soit, et ça, c'est fondamental aussi pour que la confiance dont j'ai parlé avant fonctionne, il faut que l'information soit juste et complète. Donc notre rôle a été de veiller avec HoloSolis à arriver à ce résultat. L'autre point : dans tout le travail, nous veillerons à ce que le, et ça reprend aussi le mot de Valérie, il faut que les débats soient argumentés et que les réponses soient argumentées. Et nous y veillerons donc. Parce qu'au fond, ça veut dire quoi quand c'est argumenté ? Eh bien que tout le débat soit sincère et constructif. Et on veillera aussi à ce que l'ambiance du travail collectif soit dans cette ambiance de sincérité, de constructivité. Ça me semble important de vraiment souligner cet esprit. Et après je reviens là-dessus aussi : à quoi ça va servir à la fin ? On l'a déjà dit, on le répète, nous rédigeons un bilan. Dans ce bilan, il y a une description. On décrit la concertation, mais aussi on met en place tous les questionnements et on va interroger HoloSolis par rapport à ces questions, même si on en aura déjà parlé en réunion. Mais on va les formaliser pour dire concrètement qu'est-ce que vous mettez en face ? Est-ce que vous prenez des engagements par exemple, s'il y a une attente. Lesquels ? HoloSolis a un délai pour répondre à ce bilan et les deux pièces, le bilan et les réponses d'HoloSolis passeront en Commission Nationale du Débat Public. Donc la Commission va se prononcer et conclure au bouclage de la concertation. C'est ensuite qu'HoloSolis peut déposer ses autorisations administratives. Voilà à peu près ce que je voulais souligner. Et en dernier point. On a prévu que tous les gens qui donnent leur adresse mail si vous le souhaitez, soit on peut mettre, je ne sais pas si on l'a prévu, peut-être un petit carnet à la sortie, vous les notez, soit sur internet, vous mettez... Parce que dès qu'on a votre adresse, on vous mettra dans la boucle avec les invitations à chaque réunion, les documents de présentation et les comptes rendus. Il y a transparence sur toute cette matière. Donc si vous nous donnez, tout à l'heure, on peut mettre un carnet à la sortie ou en allant sur le site internet, vous faites

juste contact, vous donnez votre adresse, vous pourrez être dans la boucle puisque chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu, il y aura un document de présentation, et d'être dans la boucle de toutes ces pièces-là. Voilà ce que je voulais dire. C'est bon comme ça Valérie ?

Valérie TROMMETTER (garante de la CNDP) : Juste quand même pour préciser que toutes ces pièces sont disponibles sur le site internet de la concertation en téléchargement.

Julia BITRAN (animatrice) : Voilà, donc on a maintenant toutes les précisions et encore toutes mes excuses aux deux garants. On va maintenant passer la parole à la directrice de la stratégie industrielle HoloSolis, Elise BRUHAT, vous êtes particulièrement impliquée dans ce processus de concertation préalable du public.

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : Bonjour à toutes et tous, déjà je vous remercie de votre présence. Pour nous c'est très important. Aujourd'hui, on se tient devant vous pour cette première réunion, mais ce qui est important c'est de se dire qu'on va avoir cinq semaines ensemble pour partager avec vous notre projet, mais surtout être là pour vous écouter et pour échanger. Parce que le focus de cette concertation, c'est certes de vous informer, mais c'est avant tout d'être là pour vous, pour vous entendre et pour vous laisser vous exprimer. Donc face à ça, il y a différents documents déjà qui existent pour vous renseigner et pour vous informer. Le premier, c'est le site internet qui a des parties en français et en allemand parce qu'on reste sur une zone transfrontalière. Donc vous connaissez aussi peut-être des amis ou autres qui sont intéressés par le projet, mais qui ne parlent pas forcément français. Donc il y a aussi des parties d'information en allemand qui sont présentes sur le site internet. Sur ce site internet, il y a toutes les informations nécessaires du projet, tous les documents qui sont téléchargeables, les possibilités de s'inscrire aux ateliers et surtout au fur et à mesure du temps de la concertation, vous aurez accès aux comptes rendus de chaque réunion pour pouvoir regarder, vérifier, vous informer et vous rappeler aussi de ce qui a été discuté pendant ces réunions. En parallèle de ça, il y a le dossier de concertation que vous pouvez trouver à l'entrée de la salle avec le dossier de synthèse. Pour ça, il ne faut pas hésiter à en prendre, voire en prendre plusieurs, à le griffonner, à prendre vos notes sur ce dossier et aussi en ramener chez vous pour le partager aussi avec vos proches. Ça permettra aussi d'informer le maximum et surtout, vous, d'avoir peut-être plus de questions en en discutant autour d'une table, autour d'un verre, avec des amis. Et nous, c'est ça qui va nous importer, c'est d'avoir vraiment vos retours, que ce soit des questions, que ça soit des avis argumentés ou tout complément que vous pouvez nous apporter pour faire évoluer ce projet. L'importance de ça, c'est vraiment de pouvoir vous exprimer suite à ça. Donc ça aussi, il y a toute une exposition qui est mise en place, que vous pouvez voir à l'entrée de la salle, mais qui est aussi disponible aux horaires d'ouverture de la Communauté d'Agglomération de Sarreguemines où vous pouvez juste aller au château, regarder pour avoir ces informations-là. Emma, est-ce que vous pouvez passer à la slide d'après s'il vous plaît ? Et du coup aussi participer, notamment en amenant vos contributions.

Donc il va y avoir différentes façons de contribuer. La première, c'est le site internet avec le registre numérique où vous pouvez déposer vos avis 24 h sur 24. Mais il y a d'autres façons : si vous préférez communiquer par écrit et pas forcément par Internet, que ce soit par courrier adressé au garant par l'adresse de la CNDP, sur les registres papiers. Donc là, il y a différents endroits où ils sont disponibles, dont notamment la Communauté d'agglomération, mais dans différentes communes aussi. De mémoire, c'est Willerwald, Hambach et aussi à la Communauté d'agglomération de l'Alsace Bossue, et finalement par mail aux garants. Pour les différents événements aussi, c'est un excellent endroit pour vous exprimer si vous avez cette envie de communiquer avec nous directement. Pour ça, il y a les réunions publiques.

C'en est une aujourd'hui, c'est celle de lancement. Il y aura celle de clôture, mais aussi les ateliers où là ça sera l'occasion d'être en petit groupe aussi pour parler sur des thématiques plus spécifiques : sur l'environnement, sur l'économie, le cadre de vie. Il y aura aussi une émission-débat qui sera rediffusée sur Mosaïk Cristal. Cette émission-débat, elle a pour but aussi de vous présenter les enjeux qui sont au-delà des enjeux locaux, qui vont être les enjeux régionaux, français, européens autour de ce projet, pour bien vous expliquer le contexte. Et bien sûr, cette émission-débat vous permettra aussi de poser des questions ou de remonter vos impressions sur ces parties-là. Et finalement, une journée de rencontres, comme l'ont dit les garants, sur le marché des producteurs dimanche prochain, où on sera ravi d'être là pour parler de notre projet, mais aussi de manière plus informelle, directement avec vous, échanger et discuter.

Après vous pouvez vous dire "mais pourquoi tout ça" et "qu'est-ce qui va se passer après". Il y a parfois ce sentiment de "bon ok, on fait tout ça, mais pourquoi ? Moi, j'aimerais vous dire déjà pour HoloSolis, ce qui est important, c'est que ça va nous permettre de faire évoluer le projet parce qu'aujourd'hui il n'y a rien qui est figé. Et notre objectif c'est vraiment d'avoir votre retour pour pouvoir implémenter le projet et l'améliorer. Parce que notre objectif, c'est de s'implanter dans le territoire et s'implanter dans le territoire, c'est s'implanter avec ses habitants. Et pour ça, on a besoin de vos retours constructifs pour faire que le projet soit en symbiose entre nous. Par rapport à ça, il y a aussi tout ce qui est réglementaire et qui vient du Code de l'environnement. Et là il y a une première étape. Comme l'ont dit les garants, ça va être leur bilan où ils vont pouvoir reporter tout ce qui a pu être discuté dans ces réunions sur le site internet, par l'écrit. Nous, notre rôle, chez HoloSolis, ça va aussi être de bien comprendre ça, assimiler ce bilan et tous les échanges qui ont été pris ici pour présenter notre décision. Cette décision, c'est quoi ? C'est juste récapituler toutes les mesures qui auront été prises en compte suite à ces débats et comment ça a fait évoluer le projet.

Quand on aura présenté ce bilan, il va être représenté à la CNDP et eux, leur rôle, le rôle de cette commission indépendante, c'est vraiment de vérifier à quel point nos retours et ces mesures prises, elles sont complètes, elles englobent toutes les préoccupations et la qualité aussi des réponses qu'on aura émises face à toutes ces préoccupations, face à tous ces retours. Et ça, ça va prendre à la fois en compte vos questions, mais aussi les remarques qu'auront pu faire les garants et émis dans leurs bilans. Et c'est face à cet avis de la CNDP qu'on aura effectivement le retour, l'aval pour déposer nos permis de construire et pas avant. Et après, on peut se dire "ok mais, mais bon, c'est un temps et après... Parce que nous on a peut-être encore des choses à dire à HoloSolis et on aura peut-être des choses à partager dans trois mois et pourtant ça sera fini". J'aimerais vous dire que nous on sera encore là. Et notre objectif, c'est vraiment de continuer ce dialogue avec vous dans le temps aussi, pour pouvoir faire évoluer notre projet au fil de l'eau et avec vos préoccupations. Donc on restera aussi à votre disposition suite à ce moment de concertation préalable pour faire une concertation volontaire de notre part avec vous en continu.

Julia BITRAN (animatrice) : Et maintenant que vous savez tout sur la raison d'être et sur le déroulement de la concertation, il serait temps qu'on en sache un peu plus sur le projet HoloSolis. Alors le président va assurer en solo la présentation du projet. Mais sachez que le directeur administratif et financier d'HoloSolis, Jan-Maarten VAN DEN HOEK, est là aussi et pourra tout à l'heure répondre à vos questions. Jan Jacobs BOOM-WICHERS, c'est à vous ! Dites-nous tout ! Et je crois que je vais vous libérer le terrain.

Présentation du projet

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : À nouveau, bonjour mesdames et messieurs. Alors comme vous le voyez, je m'appelle Jan Jacob BOOM-WICHERS. J'ai un nom un peu compliqué parce que j'ai des origines néerlandaises. Ce n'est pas un nom mosellan. Donc mes excuses pour ça. Pour l'instant, voilà ce que je voulais faire, c'est vous présenter le projet et vous en dire un petit peu plus pour que vous puissiez voir les tenants et aboutissants de tout ce projet. Donc en fin de compte, la vraie question c'est pourquoi sommes-nous ici ? Qu'est-ce que l'on vient faire ici dans cette région ? Et ce que l'on voulait dire, c'est qu'avec mon équipe, avec Elise, avec Jan-Maarten, nous avons exploré six pays d'Europe et vu plus de 40 sites. Et nous avons choisi de nous installer ici chez vous à Hambach Sarreguemines, à cause de votre passé industriel. Ce que nous avons découvert ici est quelque chose d'absolument unique et dans beaucoup d'autres régions de France, les campagnes, malheureusement, se sont désindustrialisées. Vous avez ici maintenu et réinstallé grâce à la CASC entre autres, une vraie industrie, entre autres une industrie automobile. Et ce que je voulais montrer, c'est que, en fin de compte, le site de Hambach est un site extraordinaire pour plusieurs raisons. La première, c'est son emplacement géographique. Nous sommes à la frontière de l'Allemagne et de la France, et aux frontières de l'Europe. Parce que depuis ce site, en une journée de camion, nous arrivons à couvrir 85 % du marché européen pour livrer nos panneaux photovoltaïques. Donc c'est un réel avantage.

Le deuxième avantage, c'est que, comme vous le savez, ce site est ce qu'on considère appeler un site clé en main, c'est-à-dire qu'il est totalement préparé. Il y a l'eau, il y a le gaz et l'électricité et en fin de compte, une fois les autorisations obtenues et une fois le débat de la CNDP fait avec vous, nous pourrions assez facilement commencer à couler du béton et installer les bâtiments. Et ceci est unique. Il n'y a quasiment aucun site en Europe qui est capable de nous apporter ceci. Et pourquoi c'est tellement important ? C'est qu'aujourd'hui, par rapport à notre problématique de réchauffement climatique pour nos enfants, par rapport à l'enjeu industriel que nous avons, il est très important d'aller vite. Et donc l'autre point qui est nécessaire par rapport à ce site, c'est qu'il est, comme vous le voyez, très proche de l'autoroute avec une bretelle d'accès très proche. Mais à part cela, nous avons également ici le bénéfice de vous, en général, la population ici qui est formée et qui a un tissu industriel. Mais surtout également une agglomération, une Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences, des mairies, une préfecture, une Région Grand Est qui réellement souhaitent que nous installions ici cette usine et qui nous aident dans toutes les démarches administratives que nous avons à faire. Et ça, ce que je veux vous dire, c'est que c'est absolument unique. À nouveau, Elise et moi, nous avons vu six pays d'Europe, 40 villes, 40 sites potentiels, et il y a probablement en Europe moins d'une demi-douzaine de Communautés d'Agglomérations ou de sites avec derrière une réelle ambition industrielle de l'administration. Et savoir ce soutien a été un des points clés pour nous de choisir ce site. Donc cela explique en fin de compte pourquoi nous sommes ici.

Et l'autre point qui est unique et vous le savez bien, on en a parlé tout à l'heure, c'est le fait qu'il y a eu ici, par le passé, entre fin 2020 et 2021, la concertation pour le site de REC Solar. Et le fait que la population ici ait accepté l'installation de cette usine qui malheureusement n'a pas eu lieu, est quelque chose qui est extrêmement rassurant pour nous et surtout unique. Il n'y a aucun autre site comme cela en Europe où il y a eu une concertation de ce genre et où une population s'est à très très grande majorité exprimée positivement par rapport à ce projet. Notre projet est comme celui de REC, un projet de panneaux photovoltaïques, mais il est différent. Vous aviez à l'époque remarqué un certain nombre de points qui vous gênaient. Je vais les noter en ordre ou dans le désordre. Un premier, c'est que notre site, notre usine, sera plus grande que l'autre. REC voulait faire une usine de quatre gigawatts, la note sera plus grande, elle sera de cinq gigawatts de panneaux et de cellules, ce qui veut dire qu'on emploiera plus de personnes. Deuxièmement, il y avait également une problématique au niveau de l'environnement de cette usine. Elle utilisait des terres rares et utilisait beaucoup d'eau. Notre technologie que nous allons utiliser n'utilise aucune terre rare. On en parle beaucoup aujourd'hui. Nous n'utilisons aucune terre rare dans notre production et surtout on va utiliser moins d'eau. Et puis finalement, un des points qui avait été remarqué à

l'époque, c'est que la société REC avait un actionnariat chinois à l'époque, puis indien. Notre actionnariat, notre société est européen à 100 %. Nos actionnaires sont soit français, soit allemands. Ils sont leaders du monde de l'énergie ou du photovoltaïque. D'accord ? Donc ces trois points pour nous, qui nous savons ont été un souci qui a été exprimé par vous, en fin de compte, dans ce nouveau projet, ont été à notre avis traités ou en tous les cas vous apportent des solutions. D'accord ?

Alors ensuite la question qui se pose "mais pourquoi fabriquer une usine de panneaux photovoltaïques en Europe ?" Et la question est légitime. Et en fin de compte, la réponse est là. 95 % des panneaux photovoltaïques qui sont installés en Europe viennent de Chine. 95 %. Et cela représente 18 milliards d'euros. L'année dernière, l'Europe a payé 18 milliards d'euros à la Chine pour obtenir des panneaux photovoltaïques qui peuvent être faits ici, à Hambach ou en Europe. Il n'y a aucune raison de ceci. Et ces 18 milliards d'euros représentaient 60 gigawatts de panneaux photovoltaïques. Tenez-vous bien, ça représente 120 millions de panneaux photovoltaïques qui ont été importés l'année dernière en Europe. Ça représente l'équivalent de 12 millions de foyers sur lesquels on peut installer des panneaux photovoltaïques pour qu'ils soient indépendants d'un point de vue énergétique. Et ça représente 400 000 emplois perdus. 400 000 emplois perdus. Et pour vous dire, 60 gigawatts de panneaux photovoltaïques, ça représente quinze centrales nucléaires qui tourneraient à plein temps. Donc l'enjeu pour l'Europe est colossal. Et aujourd'hui, HoloSolis souhaite adresser en partie ce problème.

Et qu'est-ce qu'on apporte ? Aujourd'hui la technologie que nous vous proposons, c'est la meilleure technologie existante, la technologie N-type TOPCon qui, comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure, est moins polluante et moins problématique, utilise moins d'eau, moins de terres rares que celle qu'avait le projet REC. Nous sommes bien sûr ici pour permettre la fabrication en Europe. Nous sommes ici pour faire travailler des travailleurs européens. Nous serons ici avec le bilan carbone le plus bas d'Europe. Et finalement, nous respecterons tous les critères sociaux et environnementaux. Parce que ce qu'il faut savoir, c'est que les panneaux photovoltaïques qui viennent de l'autre bout du monde ont un mauvais bilan carbone et surtout, les critères environnementaux n'y sont pas. Et les critères sociaux non plus.

Alors je tenais à remercier la CNDP parce que dans ma vie antérieure, avant de prendre ce projet, j'étais patron commercial d'une société chinoise, Trina Solar, qui est le deuxième plus gros fabricant de panneaux photovoltaïques au monde. Ce que vous devez savoir, c'est que ce que nous faisons ici, ce débat, en Chine est impensable. Si l'un d'entre vous ici dans la salle s'objecterait ou objecterait un projet, vous finiriez probablement dans un camp de rééducation. Et aujourd'hui, ce débat que nous avons grâce à la CNDP, nous l'encourageons et nous allons respecter toutes les règles de la démocratie ici et toutes les règles du débat que malheureusement les Chinois n'ont pas. Et aujourd'hui, le processus de monter une usine ici va nous prendre 12, 18 mois. En Chine, les autorisations sont obtenues en trois mois parce qu'il n'y a aucun droit à ce que nous avons ici aujourd'hui. Donc je mesure en tant qu'Européen, la chance que nous avons. Et c'est pour ça que pour moi, il est crucial que nous reconstruisions ces usines ici pour nous apporter cette indépendance énergétique et cette souveraineté énergétique dont on a tellement besoin. Parce qu'il y a une différence entre l'indépendance énergétique et la souveraineté énergétique. L'indépendance, c'est faire venir des panneaux photovoltaïques ici, qui tournent ici grâce aux rayons du soleil. Mais les panneaux viennent de Chine, ils sont importés. Et la souveraineté énergétique, c'est être en mesure de les produire ici, sur place. Et rappelez-vous, il y a deux ans ou trois ans, il y avait le Covid. Et combien d'entre vous auraient aimé avoir une souveraineté industrielle pour que les masques, les médicaments soient produits ici ? Donc c'est ce qu'on essaie de recréer. D'accord ? Pardonnez-moi pour cette légère diversion de ce que l'on doit proposer comme information, mais je pensais que c'était important que vous compreniez l'état des lieux et l'état de cette industrie et de la globalisation de notre monde. Merci.

Donc, quelle est notre ambition pour Hambach ? Notre ambition, en fin de compte, c'est que l'usine de panneaux photovoltaïques que nous voulons installer ici à Hambach Sarreguemines, est une usine qui fabriquera en 2027 cinq gigawatts de panneaux photovoltaïques par an et cinq gigawatts de cellules photovoltaïques par an. Les cellules seront utilisées pour être incluses dans les modules. Et aujourd'hui,

cela représente 10 millions de panneaux photovoltaïques par an que nous produirons en 2027 et ça rendra 1 million de foyers européens indépendants énergétiquement parlant par an. Nous allons embaucher 1700 personnes. Et la totalité de cette énergie que nous produirons, de cinq gigawatts, c'est l'équivalent grosso modo d'une centrale nucléaire. Donc chaque année, les employés de l'usine d'Hambach, les 1700 personnes de votre région qui seront dans cette usine à nos côtés pour construire des panneaux, nous y ferons l'équivalent d'un gigawatt, d'une centrale nucléaire d'un gigawatt. Et pour moi c'est fabuleux.

L'investissement est colossal. L'investissement va être de plus de 700 millions d'euros et nous avons pour cela, avec Jan-Maarten, travaillé avec nos actionnaires qui nous soutiennent, qui nous ont soutenus jusqu'ici, nous allons rajouter d'autres actionnaires avec cela et nous allons obtenir de la dette. Et bien sûr, nous avons également des soutiens du gouvernement français et du gouvernement européen. Donc nous avons beaucoup de travail à faire, mais ce sont des étapes avec lesquelles Jan-Maarten et moi travaillons de façon active.

Alors, quel est l'impact sur l'Europe ? Je vous demande de regarder les deux camemberts que vous avez ici à l'écran. Regardez le petit camembert sur la gauche, c'est la quantité de panneaux photovoltaïques qui ont été installés, raccordés au réseau l'année dernière en Europe. 42 gigawatts de panneaux photovoltaïques ont été raccordés en Europe et comme vous le pouvez voir, la quasi-totalité de ce cercle est en rouge. C'est le drapeau de la Chine. Ces panneaux viennent de Chine. Le reste du petit triangle, c'est ce qui est fabriqué en Europe par des sociétés européennes qui ont pas mal de difficultés actuellement. Et donc l'objectif de l'Europe, en 2030, ils estiment que le marché photovoltaïque sera passé de 42 gigawatts à au minimum 100 gigawatts, voire 150 gigawatts. Et personnellement, avec mon expérience dans l'industrie, je pense qu'on sera plus proche des 150 gigawatts. Et l'Europe, à travers une règle qui s'appelle NZIA, le "Net Zero Industry Act", demande que 40 % de ces panneaux photovoltaïques qui seraient installés en Europe soient fabriqués ici en Europe. Et donc ce que vous voyez, c'est que la petite partie bleu foncé, c'est la part de marché que notre usine produira par rapport aux produits européens. Donc, on fera à peu près entre 1/8 et 1/10 de la quantité de panneaux photovoltaïques nécessaires en Europe à ce moment-là. Donc, comme vous voyez, il y a encore de la place pour beaucoup d'autres acteurs et nous encourageons la réindustrialisation du photovoltaïque en Europe. Et bien sûr, nous travaillons pour que ceci se passe, et on voit que pas mal de projets sont en train d'être lancés.

Alors, quel est le calendrier prévisionnel ? Bien sûr, maintenant, nous sommes en plein dans la phase de la consultation avec la CNDP et normalement cette phase devrait finir en décembre. Une fois que nous aurons les autorisations de la CNDP, nous lancerons notre demande de permis de construire et d'autorisation environnementale. Et l'objectif, c'est que nous puissions commencer à construire l'usine mi-2024 et nous voulons que les premiers panneaux photovoltaïques sortent de l'usine mi-2025 et nous voulons que l'usine soit à pleine capacité courant 2027. Donc c'est cinq gigawatts par an que nous produirons. Donc c'est un calendrier ambitieux. En Chine, une usine comme celle que nous voulons créer serait construite en quatre mois parce que les équipes travaillent 24 h sur 24. Ce n'est pas le cas ici. Donc une construction déjà d'une année, c'est déjà assez serré, mais nous allons faire le nécessaire pour que l'on puisse produire cette usine le plus rapidement possible. Pourquoi ? Parce que c'est tellement important de pouvoir aider à la souveraineté énergétique européenne. Mais surtout, notre maison brûle et la planète, comme vous le voyez, se réchauffe trop vite. Donc il faut absolument agir de notre côté pour pouvoir réduire ces émanations de carbone que nous avons en permanence.

Qu'est-ce que ça va impliquer pour votre territoire ? Parce que bien sûr, c'est très, très important. Alors vous voyez ici un premier dessin de l'usine que vous avez également vu dans la brochure que nous avons fait parvenir, et ce dessin de l'usine est actuellement en train d'évoluer. Donc, ce n'est pas finalisé. Mais aujourd'hui, comme vous le voyez, sur le terrain de 50 hectares de Hambach, il y aura deux grands bâtiments de production : celui qui est au fond et celui qui est au premier plan. Celui qui est au premier plan sera l'assemblage de modules, celui qui est au fond, ce sera la fabrication des cellules. Vous avez également des entrepôts pour les produits, c'est le numéro quatre. Vous aurez également un centre de

recherche et développement, parce que nous aurons de la recherche et développement sur le site pour développer des produits de nouvelles technologies. Certains d'entre vous ont peut-être suivi que nous avons des alliances stratégiques avec l'IPVF, l'Institut Photovoltaïque d'Île-de-France, qui travaille sur des technologies de panneaux photovoltaïques de prochaine génération qui seront capables d'augmenter la production énergétique de nos panneaux d'à peu près 30 %. Nous aurons également des crèches, des restaurants d'entreprise, les bureaux qui seront sur le site. Et donc la totalité des bâtiments représentera à peu près 18 hectares sur les 50 du site et nous produirons sur place, grâce aux ombrières sur les parkings et sur les panneaux qu'il y a sur les bâtiments, entre 20 et 30 % de l'énergie dont nous aurons besoin.

Il va y avoir trois gros projets d'infrastructures qui sont associés avec ce projet. Le premier, c'était un point important pour vous et qu'on a identifié avec la CASC au niveau de la concertation préalable, c'est que par le passé, l'eau devait être puisée, dans le projet de REC, l'eau allait être puisée dans la source de Wittring. Et nous avons vu que c'était clairement un problème pour la population locale, ce que nous comprenons tout à fait. Et la CASC a trouvé la solution que l'eau serait puisée dans la Sarre, traitée d'abord à votre centrale de traitement d'eau non pas à Sarreguemines, c'est à Sarralbe. Merci, excusez-moi, je ne me souvenais plus du nom. Et ensuite elle sera en partie envoyée sur notre usine où elle sera utilisée pour notre processus industriel. Elle sera nettoyée sur notre site et renvoyée dans la Sarre. Donc nous utilisons de l'eau, oui, mais l'eau est utilisée, sera retraitée et sera dans les mêmes conditions que celle qui aura été puisée dans la Sarre initialement. Donc cette canalisation va être réalisée en coopération avec la CASC. Le deuxième point, c'est bien sûr de réaménager les routes. Parce qu'il y a la route qui dessert l'entrepôt Seifert qui se trouve du même côté de Europôle 2, qui utilise actuellement une route qui est commune au site. Et donc cette route va être détournée, ils vont passer avec une autre route d'accès le long de l'autoroute. Et troisièmement, il y a une liaison électrique qui doit être créée avec RTE pour pouvoir apporter de l'électricité à cette usine. Nous avons de l'électricité maintenant, mais pas suffisamment pour faire tourner l'usine de cinq gigawatts. Et donc c'est un bon point de transition pour moi pour pouvoir passer la parole à M. PAFUNDI qui travaille pour RTE et qui pourra adresser ce point. Et bien sûr, nous serons heureux de prendre vos questions à l'issue de ces discussions. Merci.

(Applaudissements dans la salle)

Mathieu PAFUNDI (responsable de projets RTE) : Bonjour à toutes et à tous. Je me présente, je m'appelle Mathieu PAFUNDI et je suis responsable de projet concertation au sein du Réseau de transport d'électricité. Avant de vous détailler précisément en quoi va consister le raccordement électrique de l'usine d'HoloSolis, je vous propose de vous présenter brièvement les missions de RTE. RTE assure une mission principale de service public de transporter l'électricité des points de production jusqu'aux points de consommation. On compare souvent notre réseau électrique aux autoroutes de l'électricité. Les points de production sont par exemple les centrales nucléaires, les barrages hydrauliques, les parcs éoliens ou les parcs photovoltaïques. En ce qui concerne la consommation, lorsqu'elle est importante, telle que pour les grands sites industriels, ce sera le cas de l'usine HoloSolis, ceux-ci sont directement raccordés au réseau de transport d'électricité. Pour les autres, Enedis et les entreprises électriques locales de distribution prennent le relais et acheminent ou distribuent l'électricité jusqu'au consommateur final, jusque chez vous. Alors dans le cadre de notre mission de service public, si le projet d'HoloSolis aboutit, nous aurons l'obligation de raccorder cette usine au réseau de transport d'électricité. À ce sujet s'affiche à l'écran en vert, le réseau à 225 000 volts présent dans la zone, en mauve ou violet le réseau à 63 000 volts présent dans la zone, avec en trait plein les liaisons électriques aériennes et en trait pointillé les liaisons électriques souterraines. L'ensemble de ces liaisons électriques convergent dans la zone vers deux postes électriques qui sont représentés par des carrés gris. Le premier poste électrique se situant sur la commune d'Hambach

et le deuxième poste électrique, un peu plus au nord sur la carte, se situant sur la commune de Rémelfing. Dans la suite de la présentation, nous parlerons du poste électrique de Sarreguemines.

La consommation électrique de l'usine d'HoloSolis étant importante, cela nécessite de la raccorder directement au réseau de transport d'électricité à 225 000 volts et par conséquent directement sur le poste électrique de Sarreguemines. Cela impliquera son extension, mais également la création d'une liaison électrique d'environ dix kilomètres. En ce qui concerne le poste électrique, celui-ci devra être étendu sur environ 0,6 hectares et sur des parcelles appartenant d'ores et déjà à RTE. Cette extension permettra d'accueillir les équipements électriques qui permettront de raccorder in fine l'usine d'HoloSolis sur le poste de Sarreguemines. Pour vous rendre compte de ce que serait l'extension du poste de Sarreguemines, vous avez à l'écran deux photos. Sur la photo du haut, le poste existant de Sarreguemines et sur la photo du bas, un photomontage où on peut apprécier l'extension du poste de Sarreguemines après réalisation des travaux.

Je peux d'ores et déjà vous le dire, la liaison électrique de raccordement de l'usine d'HoloSolis sera souterraine. Et comme une liaison souterraine, une fois les travaux réalisés, ne se voit plus, je vous propose de vous en détailler la composition. Une liaison électrique souterraine est composée de trois câbles conducteurs qui sont eux-mêmes disposés à l'intérieur de trois fourreaux en polyéthylène haute densité. Cet ensemble est enfoui à environ 1m40 de profondeur. Pour pouvoir disposer cette liaison électrique à 1m40 de profondeur, nous réalisons une tranchée d'environ 60 cm de largeur. Pendant la phase travaux, l'emprise du chantier est d'environ dix mètres de large. Une fois le fagot de câbles déposé au fond de la fouille réalisée précédemment, nous remblayons la liaison électrique. Les dégâts temporaires sont indemnisés auprès des exploitants. Évidemment, les terrains sont remis en état et une convention est réalisée avec les propriétaires des terrains. Donc là, c'est l'exemple d'une pose en terrain agricole ou en polyculture. Une convention est réalisée avec les propriétaires des terrains pour nous permettre de maintenir et d'exploiter cette liaison souterraine. Comme je vous le disais, une fois terminés les travaux de la liaison souterraine, il n'est plus possible de l'identifier. Nous avons, pour que vous puissiez vous rendre compte de ce que seraient les travaux d'une liaison souterraine, nous avons récemment pris des photos à proximité de chez vous d'une liaison existante à 63 000 volts qui parcourt la commune d'Hambach, la commune de Rémelfing et la commune de Neufgrange. Comme vous le constatez, une fois les travaux terminés, il n'est plus possible d'identifier la liaison souterraine. La seule chose qui nous permette d'identifier la liaison visuellement, ce sont les petites bornes rouges qui sont entourées d'un cercle blanc à l'écran, qui sont dissimulées le long du tracé de la liaison souterraine. Cette liaison existante traverse des milieux naturels, agricoles et se trouve actuellement en périphérie de la piste cyclable et elle raccorde les postes électriques d'Hambach et de Sarreguemines.

Avant d'en terminer, je souhaitais revenir avec vous sur un point. Vous avez certainement dû pouvoir le constater dans le dossier de concertation, nous sommes ici dans un cas très spécifique. Nous avons, il y a quelques années, étudié le raccordement d'un cycle combiné gaz au poste électrique de Sarreguemines. Ce cycle combiné gaz devait s'installer là où sera construite demain l'usine d'HoloSolis. Et pour cela, nous avons engagé des études, une concertation, dans l'objectif de pouvoir identifier le meilleur tracé, notamment pour la liaison électrique souterraine. C'est-à-dire un tracé limitant les incidences, par exemple sur l'environnement ou sur le cadre de vie. Considérant la similitude entre ces deux projets, nous envisageons de nous appuyer sur les études et la concertation précédemment menées dans le cadre du projet de raccordement de CCG pour le raccordement de l'usine d'HoloSolis. J'en ai terminé. Je me tiens à votre disposition à l'issue de la présentation si vous souhaitez avoir un peu plus d'éléments en ce qui concerne le raccordement électrique de l'usine d'HoloSolis.

Julia BITRAN (animatrice) : Merci beaucoup pour cette présentation.

(Applaudissements dans la salle)

Julia BITRAN (animatrice) : Et donc à l'issue de cette présentation, je vais juste me tourner encore une fois vers les garants, Valérie TROMMETTER et Bernard CHRISTEN, pour que vous puissiez redire un mot au public avant qu'on passe aux questions-réponses.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Oui, mais justement, c'est compléter, ce n'est pas uniquement questions réponses. C'est vrai que c'est le cœur, bien évidemment, mais on est aussi là pour des questions, des réponses, ça peut être des craintes, ça peut être des points de vue, ça peut être des propositions et des idées. Je veux dire, la parole est totalement libre, il n'y a pas de questions-réponses. Ce n'est pas un match de ping-pong, ça peut être quelque chose de plus... Ça doit être quelque chose de plus ouvert. Voilà, c'est juste la précision que je voulais apporter.

Julia BITRAN (animatrice) : Et vous avez raison. L'idée c'est que tout le monde puisse s'exprimer, même si derrière il n'y a pas forcément un point d'interrogation. Toute dernière intervention donc, avant de passer aux questions-réponses, je vous propose, Jan Jacob BOOM-WICHERS, de conclure en quelques mots cette présentation globale.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Tout d'abord, je souhaiterais vous remercier tous d'être venus nous rencontrer. C'est un honneur pour nous de vous parler. Je voudrais également remercier infiniment Madame TROMMETTER et Monsieur CHRISTEN d'être là pour garantir le débat. Ça a été un plaisir de travailler avec vous et de rédiger ces documents pour que la région puisse être correctement informée de notre projet. Dernièrement, je souhaiterais également remercier Monsieur PAFUNDI de sa présence, remercier également Monsieur ROTH et Monsieur ZINGRAFF de votre présence également pour tout le travail que vous avez fait pour développer votre région, parce qu'elle est magnifique et nous sommes vraiment très heureux d'être ici et de votre accueil aussi gracieux. Et bien sûr, Julia BITRAN, merci infiniment d'animer cette session.

Échanges avec le public

Julia BITRAN (animatrice) : Merci. Alors place à vos questions, mais aussi à vos observations, à vos remarques. Je vais juste me permettre de vous demander de bien attendre d'avoir le micro pour vous exprimer. Frédérique HOUVER est déjà armée de son micro, je vais la rejoindre aussi pour venir à votre rencontre. C'est important d'abord pour que tout le monde ici puisse bien entendre ce que vous avez à dire, mais aussi parce que cette réunion est enregistrée et sera retranscrite dans le cadre de ce processus de concertation. Et puis, pendant cet échange avec le public, on va en profiter aussi pour vous afficher sur l'écran, aussi bien le site internet de la concertation publique où vous allez retrouver absolument tous les éléments du dossier, mais aussi les différents rendez-vous qui vous sont proposés. Et ces rendez-vous, on va vous les afficher aussi. Et puis, dernière chose, n'hésitez pas à vous présenter quand vous prenez la parole, tout le monde ne vous connaît pas forcément. Alors la première remarque, la première prise de parole, c'est pour qui ?

Intervention du public : Merci. Bonjour, *Françoise TERVER*, Willerwald. Alors suite à l'exposé de votre projet, il y a trois choses qui m'inquiètent. C'est que votre usine est classée Seveso seuil haut. Je ne vais pas développer les risques inhérents à Seveso seuil haut et un éventuel PPRT qui pourrait être décidé au vu d'un durcissement des lois. Ensuite, il y a l'eau que vous renvoyez dans la Sarre. À quelle température va-t-elle être renvoyée ? Et ce pompage d'eau, donc l'usine de traitement de l'eau de Sarralbe n'est toujours pas en fonction si j'ai bien compris. Quand le sera-t-elle ? Est-ce qu'elle a déjà été construite ? Est-ce que c'est simplement une mise en fonction ? Je ne sais pas. Et dernière chose, j'en profite tant que j'ai le micro. Pour l'instant, vous aviez dit que vous vous approvisionneriez en eau sur Sarralbe, mais j'ai lu en vitesse dans votre projet qu'il y avait exceptionnellement un pompage prévu sur Wittring. Wittring qui alimente Willerwald en eau potable. Voilà, c'est mes trois inquiétudes.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Alors je vais répondre à vos questions. Mais dans certains cas de figure, en ce qui concerne le timing de l'usine de Sarralbe, je demanderai probablement à M. ZINGRAFF ou à d'autres personnes qui ont peut-être plus d'informations sur le délai quand cette usine sera créée. Mais d'abord, vous avez raison, le site sera un site Seveso et c'est d'ailleurs quelque chose que nous avons décrit très clairement dans le document de concertation. Et d'une certaine manière, c'est une chance parce que le fait que ce soit un site Seveso veut dire que la DREAL va inspecter et s'assurer que tous les critères de sécurité soient bien respectés. Donc, nous travaillons aujourd'hui avec des cabinets pour nous assurer que les critères environnementaux et de sécurité de cette usine seront effectivement respectés et bien là. Et ce que je veux dire par c'est une chance, ne me mécomprenez pas, ce que je veux dire c'est qu'étant donné que c'est une usine Seveso, vous avez accès à ces informations, donc vous pourrez de façon constante vérifier le type d'émanations de gaz que nous produirons. Sachant que tous ces gaz qui seront rejetés dans l'atmosphère, ils seront propres, ils auront été préalablement traités et brûlés. Donc aujourd'hui, cette capacité d'avoir cette information et de faire en sorte que l'administration française fasse qu'un site Seveso doive être parfaitement en normes avec la législation est pour moi une chance. Parce que lorsque je travaillais en Chine, ce n'était pas le cas.

En ce qui concerne l'eau, votre question de la température : oui on en parlait, l'eau sera rejetée à une température identique à celle de la rivière. Donc il n'y aura pas d'impact de ce côté-là. Comme je l'ai déjà expliqué à d'autres personnes ici, je suis moi-même pêcheur, donc la qualité de l'eau m'importe énormément. Pour la station de pompage, je laisserai Monsieur ROTH adresser cette question, mais vous parliez également de la source de Wittring et si je ne me trompe pas, mais je me tourne vers Elise, c'était dans un cas absolument exceptionnel, si je ne me trompe pas, si jamais il y avait une défaillance au niveau de l'autre source d'alimentation. Maintenant, ce que je veux également souligner, c'est que la quantité d'eau

que l'on pompe peut apparaître comme étant importante. Et surtout dans le projet précédent, lorsque l'eau sortait des sources de Wittring, je peux imaginer que ce soit un problème. Mais ici l'eau que nous pompons provient de la Sarre et surtout elle va être rejetée dans la Sarre après traitement comme je l'ai expliqué. C'est-à-dire que nous ne pompons pas l'eau et cette eau ne disparaît pas tout d'un coup. Elle est juste utilisée pour notre processus de fabrication et ensuite rejetée dans la rivière. Donc je souhaitais vraiment faire en sorte que ce soit clair. Et l'eau sera rejetée dans la rivière en respectant toutes les normes environnementales nécessaires. Au niveau de la station de pompage de Sarralbe, est-ce que M. ROTH voulez-vous prononcer ou bien M. MATHY ?

Roland ROTH (président de la CA Sarreguemines Confluences) : Oui, donc quelques mots sur ce projet. M. MATHY pourra être plus précis en matière de timing. Mais ce projet est à l'étude aujourd'hui et il sera réalisé. Donc nous avons prévu déjà des crédits pour cette opération. Donc c'est effectivement en cours. Nous avons changé de prestataire, vous avez peut-être pu le voir ce matin dans la presse, et c'est avec ce prestataire d'ailleurs que nous allons monter cette nouvelle opération qui devrait répondre à toutes les exigences, autant au niveau de la population qu'au niveau d'HoloSolis. Alors Arnaud, peut-être quelques précisions par rapport à cette opération ?

Arnaud MATHY (directeur général des services de la CA Sarreguemines Confluences) : Oui président. Donc pour l'eau potable, pour répondre aux deux questions, la première c'est la capacité de production de l'usine de Sarralbe. Aujourd'hui, il y a déjà une usine de production d'eau potable qui existe à Sarralbe, qui a une capacité de production de 4000 mètres cubes jour, et qui n'en utilise aujourd'hui que 300. Donc il faut aussi savoir qu'aujourd'hui, dans l'eau qui est distribuée sur le secteur de l'ancien syndicat des eaux de Sarralbe, dont font partie Hambach et Willerwald et autres, il y a déjà une petite partie d'eau qui vient de cette usine de Sarralbe qui est mis en mélange avec l'eau qui vient principalement des trois pompages de Wittring. Ces deux réseaux, l'eau qui vient de Wittring et l'eau qui vient de Sarralbe sont interconnectés. Donc aujourd'hui, effectivement, c'est une quasi-exclusivité d'eau de pompage de Wittring, mais il y a déjà une petite partie de complément qui est injectée depuis Sarralbe. Donc aujourd'hui il y a 4000 mètres cubes qui pourraient être produits, il y en a que 300 qui sont utilisés. Cette usine, elle va rester en fonction et monter en capacité de production pour fournir au moins HoloSolis au démarrage. Et en parallèle, on va construire une nouvelle usine à côté qui aura une capacité de production de 8000 mètres cubes jour qui est aujourd'hui l'autorisation de prélèvement dans la Sarre que détient cette usine. Donc aujourd'hui, il faut savoir que la Communauté d'agglomération détient déjà l'autorisation de prélèvement pour ces 8000 mètres cubes. Il n'y aura pas d'autorisation de prélèvement supplémentaire par rapport à ce qui est déjà prévu par arrêté préfectoral. Donc, l'objectif, c'est que cette usine de 8000 mètres cubes soit en service à peu près à mi-2025 quand HoloSolis produira ses premiers panneaux. Mais de toute façon, l'usine de 4000 mètres cubes permettra, s'il y avait même un mois ou deux de décalage, à HoloSolis de commencer sa production.

Concernant l'interconnexion : effectivement comme l'a dit M. BOOM-WICHERS, il est marqué que ponctuellement, il pourrait y avoir de l'usine qui viendrait de Wittring parce qu'il peut y avoir une panne d'un côté comme de l'autre. Et en fait c'est un secours mutuel parce que la panne peut aussi venir de Wittring. Et c'est déjà arrivé il y a quelques années, il y a eu une coupure importante d'électricité, il n'y avait plus de pompage à Wittring. D'ailleurs, il y a des usines comme INEOS qui ont été mis à l'arrêt une journée parce qu'ils n'avaient plus d'eau. Par contre, pour les administrés, ça a été transparent. Vous avez été basculé de Wittring sur Sarralbe en fait, sans que vous vous en aperceviez, ne serait-ce que pour 24 heures, parce qu'aujourd'hui il y a déjà un secours mutuel qui est prévu entre les deux. Et puis l'agglo actuellement met en place un nouveau schéma directeur de l'eau potable, et il est prévu aussi de renforcer les secours depuis le secteur de Sarreguemines. Donc l'idée c'est de renforcer l'interconnexion entre tous les secteurs. Donc

en conclusion, les habitants resteront desservis principalement par l'eau de pompage de Witting, HoloSolis aura une conduite dédiée qui viendra depuis l'usine de production de Sarralbe pour avoir en priorité cette eau-là. Mais pour des raisons de secours, les deux systèmes seront interconnectés dans l'avantage de tout le monde pour la continuité du service public.

Julia BITRAN (animatrice) : Et juste si je peux me permettre, ces explications vous ont été apportées par Arnaud MATHY qui est le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences, au cas où.

Intervention du public : Bonjour, je m'appelle *Martine REICHART* et j'ai quelques questions. Dans votre documentaire, vous dites que les risques les plus importants sont contenus à l'intérieur du site. Je pense que c'est quand même naïf de penser cela puisqu'on a vu quand il y a eu des problèmes pour des usines classées Seveso en France, l'impact a été plus qu'à l'intérieur des usines. Alors c'est vrai que ça n'arrive peut-être pas tous les jours, mais le jour où ça arrive, ça arrive. Et ce qui me choque encore plus quand vous dites que les risques les plus importants sont contenus à l'intérieur, c'est que vous avez une crèche, une crèche où il y a des enfants, donc il y a un problème. Je me pose cette question-là. Après, au niveau des produits utilisés, c'est quand même des produits toxiques, inflammables, explosifs. Le silicium, on sait qu'il est toxique, il a été classé comme cancérigène avéré groupe A par le CIRP depuis 1997. L'Union européenne est plus tolérante, dit que c'est un agent chimique dangereux. Donc qu'est-ce qui est prévu pour la protection des salariés ? On en parle nulle part. Il y a beaucoup de salariés, mais qu'ils attrapent le cancer ou pas, ça on n'en sait trop rien. Alors c'est vrai que pour l'amiante, pendant très longtemps dans les usines, ça n'a pas été pris en compte tout ça. Mais par la suite, on s'est quand même rendu compte de toutes les conséquences qu'on a eu. Au niveau de l'électricité, la consommation électrique est importante. Or, en 2022-2023, on a quand même eu cette grande menace de coupure de courant au niveau des particuliers et des entreprises. Donc si vous, entreprises, vous allez consommer autant d'électricité, est-ce que ça veut dire qu'il y aura des coupures dans la région ? Pour l'eau, on était en alerte sécheresse, donc j'ai bien compris que vous pompez l'eau et que vous la remettez. Mais pendant un moment donné, est-ce qu'il ne risque pas d'y avoir de problème ? Et on parle beaucoup d'écologie, mais tous ces produits qui sont utilisés, l'exploitation du silice, ces carrières-là, ça donne des érosions et ça a des impacts sur la qualité de l'eau. L'étape de purification, il y a d'importants déchets qui sont fabriqués. Qu'est-ce que vous allez faire des déchets ? Ça aussi, ils vont être stockés. Mais quels sont les risques pour la population ? On parle d'énergie, de gaz à effet de serre, mais toutes ces utilisations de poids lourds ou de véhicules personnels, cette consommation de gaz et d'électricité, est-ce que ça n'aura aussi pas un effet de serre lors de la construction et lors du fonctionnement ? Et effectivement toutes ces substances dangereuses, le plomb pour les soudures, le brome pour les onduleurs, le cadmium, l'argent, l'aluminium, le cuivre, c'est quand même pas très anodin. Et aussi quels sont les frais au niveau du contribuable ? Puisque la CASC fait des travaux, la CASC fait pas mal de choses, donc moi j'aimerais bien savoir quel sera l'impact sur le budget des contribuables. Pour les habitants de Willerwald qui sont quand même à 500 mètres du site, il y a marqué qu'il n'y aura rien qui est fait. Pourtant quand on a vu au niveau de INEOS à Sarralbe, il y a eu des destructions de logements, des personnes ont dû faire des travaux, alors que là apparemment, si j'ai bien compris, il n'y aura pas de PPRT. Donc là aussi je me pose des questions. Et comment seront recyclés ces panneaux solaires ? Parce qu'ils ont bien une durée de vie. Donc voilà un peu toutes les questions que je me pose.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Merci Madame, J'en ai noté quelques-unes. On va essayer de les traiter toutes les unes après les autres. Alors, donc, vous avez mentionné que s'il y aurait un accident, il serait contenu dans le site et que c'était peut-être naïf d'estimer cela. Je pense que vous

faites allusion à une explosion comme AZF. La nature des produits qu'il y avait malheureusement dans ce site par rapport au nôtre sont totalement différents. Pardon ?

Intervention du public : (Inaudible)

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Les nôtres sont toxiques effectivement, mais par contre ils sont traités. C'est-à-dire qu'aujourd'hui le processus de traitement qu'on utilise pour la production de ces différents produits, une fois qu'ils sont utilisés, ils sont traités, ils sont brûlés dans l'atmosphère par des brûleurs, ce qu'on appelle des scrubbers. Ce qui en fin de compte évite qu'il y ait tout relâchement de ceci dans l'atmosphère. Donc oui, il y a une utilisation de produits chimiques, tout à fait. Le type de produits chimiques que l'on utilise sont beaucoup moins toxiques que ceux qui étaient utilisés par l'usine REC. Donc chaque effet a un effet positif et parfois également un effet négatif. La crèche, aujourd'hui, il y a une crèche également qui se trouve à côté du site INEOS, l'Atelier des Lutins. Il y a des discussions en cours : soit on crée la nôtre sur notre site, soit on travaille avec INEOS pour étendre la leur, on verra bien. Notre objectif, vous pouvez bien le comprendre madame, je suis moi-même papa, vous je pense vous êtes probablement maman, on n'a absolument pas envie de mettre nos enfants à risque, donc vous pouvez compter sur moi de ce côté-là. Je ne vais pas exposer mes enfants à n'importe quel risque. Mais je comprends que pour vous, vous vous dites que ce soit effectivement quelque chose de dangereux et notre objectif n'est absolument pas de mettre qui que ce soit à risque.

Vous avez mentionné le fait que le silicium soit toxique. Il faut comprendre que notre usine n'est pas une usine de silicium. L'exploitation du silicium... Alors pour moi, c'est quelque chose qui est fait dans d'autres sites que le nôtre. Aujourd'hui, nous récupérons des plaquettes de silicium qui ne sont absolument pas toxiques. C'est-à-dire qu'une plaquette de silicium aujourd'hui est manipulée par des gens, d'ailleurs dans notre environnement, avec des gants parce qu'on ne veut pas contaminer la cellule, le wafer de silicium. Dès que vous le touchez avec vos mains, la cellule elle-même est inutilisable. Donc tout doit être manipulé avec des gants ou manipulé par des machines. Donc je comprends ce que vous dites par rapport à la question du cancer, mais elle n'est absolument pas quelque chose qui est dans notre chaîne de la valeur.

Vous avez mentionné l'électricité avec des coupures de courant en 2023. La France a une chance énorme d'avoir ces alimentations électriques, en grande partie avec du nucléaire et de l'hydroélectrique. Comme vous le savez, à peu près quasiment 80 % de notre électricité provient de centrales nucléaires et de centrales hydroélectriques. Aujourd'hui, oui nous aurons une consommation électrique importante, mais je vous le signale que nous allons produire 30 % de notre électricité nous-mêmes sur notre site. Et nous parlons également avec d'autres centrales d'énergies renouvelables, producteurs d'énergies renouvelables dans les environs, que ce soit également juste à côté le projet sur les anciens bassins de décantation de Solvay, où nous pourrions également nous alimenter en électricité. Donc notre objectif ici, mais je pense qu'on travaille ça avec RTE, c'est absolument pas de prendre l'électricité de la population locale, bien au contraire. Et comme on vous l'a signalé, notre usine pourra rendre également énormément de foyers ici indépendants d'un point de vue énergétique. Donc si demain ils souhaitent avoir des panneaux photovoltaïques, s'il y avait une coupure de courant, ce qu'on ne souhaite pas, ils pourraient être indépendants.

Vous avez mentionné les carrières avec la silice et l'érosion. Je ne sais pas trop comment répondre à votre question de ce côté-là. La silice, en fin de compte, est une matière qui est extrêmement commune sur Terre. La croûte terrestre est faite principalement de silice. C'est la deuxième matière organique la plus commune au monde après l'oxygène. Donc aujourd'hui, je sais qu'on n'en manquera pas et il y a des mines partout en Europe pour prendre de la silice qui à la base est du quartz. Et si demain on veut en creuser ici en Europe, c'est déjà le cas, c'est disponible. Donc ce n'est pas une matière première qu'on a besoin de

faire venir de l'autre côté du monde. Vous avez mentionné le plomb, le cadmium. Les connexions des cellules les unes aux autres étaient à l'époque à base de plomb. Tout ceci a été réduit, voire complètement enlevé. Aujourd'hui, Élise corrige moi si je fais une erreur, mais il n'y a plus de plomb dans les panneaux photovoltaïques. Mais vous avez raison, il y a à peu près quinze ans, les connexions entre les cellules étaient faites à base de plomb. Donc aujourd'hui, ce n'est plus du tout un problème. Le cadmium, effectivement, est une matière première utilisée dans un type de panneaux photovoltaïques qui sont les panneaux photovoltaïques à couches minces de la société Forsolar qui les produit aux États-Unis. Et le cadmium, effectivement, est toxique. Nous n'en utilisons pas un gramme. Pas un gramme. Ce n'est pas dans notre *bill of materials*, dans nos matériaux. Donc aujourd'hui, je pense que, comme on vous l'a mentionné tout à l'heure, nous n'utilisons aucune terre rare. Nous en sommes d'ailleurs très fiers parce que cette terre rare nécessite des exploitations dans des pays extrêmement lointains, d'être ramenés. Il n'y en a pas assez, c'est pour ça qu'on appelle ça les terres rares.

Donc aujourd'hui, tout ce qui est dans notre panneau photovoltaïque est recyclable. Que ce soit le cadre, que ce soit le verre, que ce soit la cellule, tout est recyclable. Et au niveau d'une cellule photovoltaïque, les gens ont intérêt de les recycler. Parce que lorsque vous voyez une cellule photovoltaïque, les petits fils que vous voyez dessus, c'est une combinaison, c'est une pâte à base d'argent et d'aluminium. Et bien sûr, l'argent, comme vous le savez a une énorme valeur. Donc les personnes veulent recycler ces produits. En revanche, un panneau photovoltaïque a une durée de vie entre 20, 25 ou 30 ans, suivant sa manière dans laquelle elle est faite. Donc nous allons bien sûr recycler ces panneaux photovoltaïques. La filière du recyclage en France, par une société qui s'appelle Soren, commence. Mais comme vous le savez, la majorité des premiers panneaux photovoltaïques ont été installés en France autour de 2008. Donc ils commenceront à arriver à leur fin de vie vers 2028. Et c'est uniquement à ce moment-là que l'on va commencer à graduellement voir du recyclage commencer. Mais pour l'instant, il y a très peu de recyclage. Vous avez également demandé par rapport au recyclage sur le site, eh bien, il y aura du recyclage bien sûr. On va recycler tout, que ce soit les palettes que ce soit les déchets de la cantine. Mais il n'y a pas de matières réellement toxiques ou problématiques à recycler. Ce n'est pas comme d'autres industries où on va produire énormément de déchets qui sont problématiques. Ce n'est pas le cas dans notre industrie.

Vous avez parlé de Willerwald, que vous êtes à 500 m du site et d'un PPRT. Le PPRT, en fin de compte, est nécessaire par rapport à des sites qui sont existants. Or, dans le cas de l'usine HoloSolis, c'est un nouveau site et donc nous passons par une autre procédure. J'oublie l'acronyme... pardon. C'est une étude de danger. Et cette étude de danger est en train d'être travaillée actuellement, entre autres par le cabinet OTE qui est présent ici et qui vont présenter ce document à la DREAL. Et la DREAL va donner ou non son aval. Et si la DREAL dit "cette situation ici, ce que vous avez est inacceptable", bien sûr nous écouterons ce qu'ils nous disent. Ce qu'ils nous disent, c'est un ordre et nous nous soumettrons à leurs ordres. Mais il est hors de question pour nous de mettre qui que ce soit en danger ou de polluer l'atmosphère ou de polluer les rivières. Voilà, je pense avoir répondu à toutes vos questions Madame, par rapport aux notes que j'ai faites.

Intervention du public : Par rapport aux contribuables ?

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Ah excusez-moi, par rapport aux contribuables peut-être que je vais laisser M. ROTH répondre à cette question. Merci.

Roland ROTH (président de la CA Sarreguemines Confluences) : Oui, donc merci pour les réponses techniques. Par rapport aux contribuables, ma réponse sera relativement courte. Ça fait un peu plus de 25 ans que j'ai la responsabilité de cette intercommunalité. Vous avez pu constater que l'évolution des

contributions de nos contribuables du territoire a très très peu évolué. Si nous sommes réunis ce matin ici, dans ce cadre et avec ce but louable de répondre aux questions que se posent les uns et les autres, c'est que nous avons réussi, sans surcharger le contribuable, à mener des opérations coûteuses, mais qui ont porté leurs fruits. Ça a été dit par M. BOOM-WICHERS il y a quelques minutes. Donc là, le fait d'avoir aujourd'hui à disposition un site que nous appelons clé en main, ce qui signifie tout simplement des parcelles prêtes à l'emploi, prêtes à être employées, a nécessité des dépenses importantes, des dépenses qui attendent un retour. Et ce retour est extrêmement important pour la population puisque nous avons besoin également de recettes pour financer les différents services qu'apporte la Communauté d'agglomération. Donc voilà ce que je peux répondre. Donc n'ayez pas de crainte, il n'y a aucune intention de mettre le contribuable à contribution pour cette opération particulière. Nous saurons financer nos projets, nos obligations, sans faire appel à une contribution supplémentaire.

Mathieu PAFUNDI (responsable de projets RTE) : Je me permets simplement pour compléter en ce qui concerne les coupures d'électricité, je vais laisser la parole à Hervé LIST qui est directeur aux affaires publiques chez RTE, qui pourra vous éclairer un peu plus précisément.

Hervé LIST (directeur des affaires publiques RTE) : Bonjour à toutes et à tous. Peut-être, rappeler que la principale mission de RTE est d'assurer en permanence l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité puisque l'électricité se stocke mal ou peu. Et donc dans le prolongement de cette responsabilité, nous faisons régulièrement des prévisions à court, moyen, long terme pour voir comment peut se réaliser cet équilibre. Effectivement, l'hiver dernier, nous avons émis, en tout cas, une alerte sur le risque de déséquilibre entre l'offre et la demande, parce que nous étions dans des circonstances particulières. La première, c'est l'outil de production nucléaire qui avait vu sa disponibilité fortement réduite du fait à la fois des opérations de maintenance qui n'avaient pas pu être effectuées pendant la crise du Covid et qui ont dû être décalées dans le temps et qui sont venues effectivement pour certaines, impacter la période de l'hiver qui, comme vous le savez, est la période où la consommation est la plus élevée. Le deuxième élément, c'était les fameux problèmes de corrosion qui ont été découverts sur un certain nombre de cuves et qui ont fait l'objet effectivement, qui ont donné lieu à des arrêts de tranche. Ces problèmes sont aujourd'hui en voie de résolution et les prévisions, en tous cas que EDF donne aujourd'hui, sont plus favorables pour l'hiver à venir. Et par ailleurs, on peut constater aussi que les Français avaient fait beaucoup d'efforts de sobriété et de réduction de la consommation : de l'ordre de 9 % à peu près. Nous constatons que ces efforts de maîtrise de la consommation se poursuivent dans le temps, ce qui est effectivement plutôt une bonne nouvelle, que par ailleurs les échanges d'électricité aux frontières sont fluides. Et donc tout ceci fait que nous avons en tout cas une approche beaucoup plus optimiste pour l'hiver à venir sans toutefois revenir complètement à la situation normale. Mais en tout cas, dans les prochaines années, la sécurité d'alimentation électrique va s'améliorer. Donc, nous ne sommes pas inquiets de l'impact particulier du projet HoloSolis sur la capacité du système électrique et de la production d'électricité à couvrir ces consommations nouvelles.

Intervention du public : Bonjour, Monsieur ESTEVE de Siltzheim. Au sujet des produits utilisés, c'est une ICPE. Qu'est-ce qui est le plus dangereux ? Le silicium solide ou la poussière de silicium ? Deuxième question : je vois que vous employez de l'acide fluorhydrique qui n'est pas du tout dangereux dans sa bouteille. Mais qu'est-ce que vous décapez avec ça ?

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : Bonjour, Monsieur, merci beaucoup pour votre question. Effectivement nous employons du silicium. J'aimerais juste rappeler la partie de la

chaîne de la valeur que nous représentons qui vont être les cellules et les modules. Donc ce que l'on va recevoir c'est des plaquettes de silicium qui ont déjà été coupées. Donc les poussières que vous mentionnez, en fait, elles sont traitées en amont de la chaîne de la valeur, donc pas sur notre site. Néanmoins, juste pour vous expliquer comment c'est traité malgré tout sur d'autres sites, c'est que ces plaquettes de silicium, pour être coupées, ce sont des gros blocs qu'on va venir scier, mais dans un fluide liquide pour éviter toute émanation de poussière vis-à-vis des opérateurs qui sont à proximité. Et après c'est ce fluide liquide qui est traité pour reséparer le fluide du silicium et éliminer tout le risque. Néanmoins, je tiens encore à préciser : ce n'est pas un risque et pas une opération que nous ferons, nous, sur notre site. Donc on n'aura pas de poussière de silicium en présence sur le site et pas de risque pour les personnes à ce niveau-là. Vous parlez après de l'acide fluorhydrique : ces acides et ces produits chimiques dans notre procédé de fabrication sont utilisés au niveau de la fabrication des cellules. Une plaque de silicium, quand elle nous arrive, elle a été juste sciée. C'est comme quand vous sciez du bois, Vous voyez, il y a des petits traits sur le côté du bois. Et après, si vous voulez que votre meuble il soit beau, vous allez prendre du papier et vous allez le lisser. Ou si vous voulez qu'il y ait une texture, vous allez peut-être faire des tampons, des choses comme ça. Nous, notre l'acide fluorhydrique, il va nous servir à créer une texture sur notre plaque pour faire qu'elle puisse bien capter la lumière et faire que du coup après notre cellule, elle soit plus efficace. Donc c'est un procédé où nos plaques vont être plongées dans différents bains chimiques pour créer cette texture en surface, pour faire que les cellules, elles soient plus performantes et qu'elles arrivent à mieux capter la lumière et à la convertir en électricité. Suite à ça, on va se retrouver avec un bain qui va être acide avec éventuellement des résidus de particules de silicium en son sein. Ça, c'est des choses qui sont traitées entièrement dans nos zones de traitement pour être traitées dans nos zones de traitement ou envoyées ailleurs vers des gens qui vont les traiter. Ça, j'aimerais vous dire que je ne suis pas spécialiste, que nous aurons aussi des ateliers dédiés sur l'environnement où il y aura des personnes qui seront plus aptes que nous à vous expliquer ces choses-là. Voilà. Et l'atelier de l'environnement aura lieu la semaine prochaine, le 10 octobre.

Intervention du public : Bonjour, *Annie STUCKI* du Conseil de développement. J'avais deux questions, de savoir la ligne souterraine à quelle étape de la construction devait-elle se faire ? Et la deuxième question concerne les emplois. Vous parlez de 1700 emplois, dont une partie sont issus du tissu local. Mais qu'en sera-t-il de la formation de ces gens puisque le travail qui sera demandé est particulièrement spécifique ? Merci.

Mathieu PAFUNDI (responsable de projets RTE) : On commence par la ligne souterraine. Alors grosso modo, les travaux selon le planning envisagé, qui dépend évidemment d'un certain nombre de choses, pourraient être opérés aux alentours de l'année 2026. Les travaux d'une liaison de ce type-là devraient durer environ douze mois, et cela inclura l'extension du poste de Sarreguemines, tel que je le présentais tout à l'heure.

Jan-Maarten VAN DEN HOEK (directeur financier HoloSolis) : Pour ce qui est des emplois, la formation c'est un vrai sujet pour nous. On commence dès à présent à discuter avec notamment ici la CASC, Pôle emploi pour mettre en place des formations là où on en a besoin. Mais on a une grande diversité évidemment de fonctions, et chaque fonction peut avoir besoin de plus ou moins de savoir-faire. Les fonctions les plus spécialisées, c'est dans les parties machines. Et là on va travailler avec nos équipementiers pour qu'on ait les formateurs qui viennent sur place.

Marc ZINGRAFF (vice-président de la CA Sarreguemines Confluences et conseiller régional) : Je voulais simplement ajouter au nom de la Région Grand Est qui a la compétence aussi de la formation et de l'enseignement supérieur de l'université qu'on était très à l'écoute du projet de ce point de vue là. Avec les porteurs de projet, et bien on a déjà mis en route des réflexions concernant les besoins, les besoins en formation et puis la Communauté d'agglomération qui a cette compétence aussi en termes de proximité, puisque vous savez que nous sommes un petit site universitaire qui est très intéressé dans l'ensemble quasiment de ces formations, mais plus particulièrement dans celles qui ont un lien avec la question de la production ici, pour mettre en place ce qu'il faut pour qu'on puisse répondre à la demande. Je crois qu'il y a une vraie mobilisation. J'en ai parlé avec Monsieur le Recteur aussi pour ce qui concerne le parcours traditionnel de la formation via les collèges, les lycées, etc. Comment on peut orienter aussi en ce sens les éléments de formation qui sont nécessaires. Voilà.

Roland ROTH (président de la CA Sarreguemines Confluences) : Et je crois qu'on peut même préciser que l'IUT a déjà pris des initiatives en matière de formation dans l'optique des besoins d'HoloSolis.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Une des choses que je voulais mentionner, c'est que la formation, bien sûr, Madame, va être très, très importante pour nous. Mais pour nous, ce qui nous est important, c'est que votre région, ici, comme l'a expliqué Monsieur ROTH et Monsieur ZINGRAFF, est très, très axée sur l'industrie automobile. Et notre usine, comme vous le savez, a deux parties : la fabrication de modules et la fabrication de cellules photovoltaïques. Les cellules vont être utilisées dans les modules. Lorsqu'on fabrique un module, c'est un peu de l'assemblage, un peu comme ce qui se fait dans l'automobile. Par contre, la cellule, une cellule photovoltaïque est un semi-conducteur, comme le semi-conducteur que vous avez dans votre téléphone ou dans votre ordinateur. Donc ce que l'on apporte, c'est une réelle diversification de la formation des hommes et des femmes de la région. Et on va travailler, comme l'a dit Monsieur ZINGRAFF, avec les universités, que ce soit des universités de la région ici, mais également à Metz, à Strasbourg, pour former des gens par rapport à ce type d'emplois. C'est de l'emploi qui est très différent de ce que vous avez ici. C'est de l'emploi en salle blanche. Vous savez, parfois on voit les gens dans des salles avec des masques, des casques. C'est effectivement ça, parce qu'il faut garder les cellules, comme j'expliquais, extrêmement propres. Et donc c'est un réel avantage à la région parce que ça diversifie, ça enrichit le type de formation que l'on a eu jusqu'à présent.

On va avoir besoin, comme l'a dit Jan-Maarten, de tout un tas de personnes différentes sur les 1700 personnes que l'on aura : il y aura des opérateurs sur les lignes, des opérateurs de maintenance pour maintenir en ordre de marche les différents outils que l'on aura sur place, on fera de la maintenance préventive. Donc ce travail est très important pour éviter qu'une machine n'ait une panne et que ça mette la totalité de la production à genou. Donc ce travail de maintenance préventive continue 24 h sur 24 va être très important aussi dans l'usine. Mais on aurait également besoin de cuisiniers et de cuisinières, de personnes pour conduire les fenwick, les chariots élévateurs, etc. Donc on aura besoin d'une très très vaste quantité de personnes, y compris des gens, pour travailler avec Jan-Maarten au niveau de la comptabilité. Donc, vous voyez, on aura besoin d'infirmiers sur le site, on aura besoin de pompiers, donc d'agents de sécurité. Donc le panel d'emplois va être très large. Et dernièrement, je voulais rajouter quelque chose par rapport à la consommation électrique. Une des choses que l'on sait déjà par rapport à cette ligne qui doit être étendue, c'est qu'en attendant, la capacité électrique que nous avons ici sur le site nous permettra en tous les cas de démarrer l'usine. Donc on n'a pas besoin d'attendre cette ligne de 225 000 volts pour pouvoir commencer la production dans l'usine. On pourra déjà commencer. Notre souhait, bien sûr à tous, c'est que cette ligne puisse être installée le plus rapidement possible pour pouvoir augmenter notre capacité de production.

Intervention du public : *Hélène HERBETH-MARCHAL.* Au sujet du tracé de cette nouvelle ligne, vous avez évoqué qu'elle pourrait être la même que celle qui avait été prévue pour la venue de Direct Énergie. Est-ce qu'elle pourrait être jointe dans les documents dont nous disposons ? Il me semble ne pas l'avoir retrouvée dans le fascicule.

Mathieu PAFUNDI (responsable de projets RTE) : En théorie, dans le dossier de concertation, vous avez effectivement un rappel des études qui ont été menées précédemment dans le cadre du projet de Direct Énergie. Donc le CCG d'Hambrégie et vous retrouvez notamment le fuseau "centre-est" qui avait été validé à l'issue de la concertation. Donc, c'est au sein de ce fuseau que s'inscrivait la liaison souterraine imaginée pour le raccordement du CCG. Dans le dossier de concertation, vous avez ces éléments, si nécessaire.

Hélène HERBETH-MARCHAL : D'accord, merci. Par rapport à l'étude de danger, j'ai un petit regret vis-à-vis du timing puisque vous dites que cette étude de danger est en cours auprès de OTE. Or, nous sommes en pleine concertation et donc vous n'avez pas encore le résultat de cette étude de danger. Donc là, c'est vis-à-vis du timing, je trouve ça un peu regrettable.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Je vais peut-être amener une précision : effectivement il y a ces enjeux de calendrier, mais il y aura aussi la procédure aval d'enquête publique. Mais ce qui est important de savoir, c'est que l'étude de danger, je parle sous couvert de OTE, elle doit montrer que les dangers sont contenus. Donc elle fixe les conditions contenues dans le site, etc. Donc il y a des règles très précises. Donc l'étude de danger fixe les conditions de mise en œuvre du site et fixe un cadre. Donc ce n'est pas après coup "quels sont les dangers ?", c'est ce qu'il faut respecter pour être dans les clous des normes. Voilà donc l'étude de danger permet de calibrer et d'affiner le projet. Je pense que c'était important pour ne pas donner le sentiment que c'est des choses qui... Donc l'étude de danger fixe le cahier de charges de concrétisation du projet. Mais j'insiste aussi, Elise BRUHAT l'a souligné, toutes les questions qu'on évoque aujourd'hui, il y a trois ateliers : un atelier environnement, un atelier impact du projet sur le territoire, notamment l'emploi, etc., et un atelier impact sur Willerwald, le covoisinage au terme de toutes les nuisances éventuelles (paysages, bruits, tout ça). Donc les questions d'aujourd'hui sont très importantes parce qu'elles nous aideront aussi à bien préparer les ateliers. Pendant les ateliers on pourra aller dans le détail de chaque question. Donc vos questions d'aujourd'hui, nous les notons bien en tant que garants, pour qu'elles soient bien intégrées dans la préparation des ateliers, pour qu'on puisse aller encore plus dans le détail des choses.

Julia BITRAN (animatrice) : Cette dame a d'autres questions, donc je vais lui rendre le micro dans un instant. Mais je crois que ça serait bien qu'on ait déjà un petit mot de la part d'OTE quand même.

Lucas MORELA (OTE Ingénierie) : Bonjour à tous, Lucas MORELA, du bureau d'étude OTE Ingénierie. Donc oui, effectivement, je viens souligner les propos de Monsieur CHRISTEN. Une étude de danger, comment dire, c'est l'analyse d'une situation, d'un procédé et les conclusions de cette étude de danger, c'est de savoir si le danger est acceptable ou non. Aujourd'hui, on n'a pas forcément besoin d'avoir cette étude dans le processus de concertation. La concertation, et là monsieur CHRISTEN vous me corrigez si je dis une bêtise, la concertation elle fixe les éléments qu'on ne veut pas voir apparaître. Elle fixe également des inquiétudes qui devront être levées à la fin de cette concertation. Donc, on est aujourd'hui en train de travailler sur l'étude de danger. C'est en cours. Il y aura effectivement l'ensemble des dangers liés aux

substances et aux procédés qui seront abordés. Et on s'assurera bien, comme l'a garanti M. BOOM-WICHERS, que l'ensemble des phénomènes dangereux possibles soient contenus à l'intérieur du site.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Effectivement, on fera un focus. Je pense qu'il faudra préparer quelques slides qui vont dans le détail de qu'est-ce que l'étude de danger et comment elle s'articule au projet lors de l'atelier environnement. Il y aura vraiment un focus là-dessus pour que les choses soient bien claires pour tout le monde. C'est très important effectivement comme sujet. Donc c'est l'atelier environnement, j'ai plus sa date, c'est le 10 octobre, qui va aller dans le détail de ces choses-là et on prend acte, on prend note de ces points-là.

Hélène HERBETH-MARCHAL : J'avais encore une question relative aux modalités de travail. Il me semble avoir lu 3x8. Est-ce qu'il y aura du travail le week-end également ?

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Oui, l'usine travaille en sept jours par semaine, 365 jours par an. Donc il y aura normalement, ce n'est pas encore tout à fait arrêté. Il faudra qu'on parle avec les employés et avec les organisations syndicales. Mais l'objectif, c'est de travailler en général en 3x8 durant les jours de la semaine et en 2x12 les week-ends. C'est la norme que vous avez également chez INEOS actuellement.

Hélène HERBETH-MARCHAL : Donc dans ce cas, si vous me permettez de donner quelques craintes qui pourront peut-être être levées lors des ateliers. En tant qu'habitante de Willerwald, sachez qu'actuellement c'est un endroit où on aime à aller se promener le week-end puisque c'est assez tranquille. Donc on a bien conscience que ceci sera terminé. Quand bien même vous respecteriez la réglementation en matière de bruit par exemple, cela n'empêchera pas de générer un nouveau bruit supplémentaire pour tous les habitants. Le bruit ne s'arrêtant pas en limite de propriété, mais étant une onde qui va se propager. On voit très bien actuellement, en tant qu'habitant de Willerwald justement, qu'en fonction du sens du vent, soit nous entendons l'usine INEOS plus ou moins fort, soit nous entendons l'autoroute plus ou moins fort. Donc cette nouvelle nuisance, quand bien même elle respecterait les normes, sera une nuisance pour les habitants du village.

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : Merci beaucoup pour ce partage de vos craintes. J'aimerais essayer de vous rassurer sur ce sujet. Tout d'abord, si notre usine elle travaillera aussi le week-end, j'aimerais déjà vous dire qu'on n'aura pas de livraison le week-end. C'est un point important par rapport au trafic et par rapport à vos balades pour pouvoir vous rendre sur les différents points. Ce trafic de camions sera concentré sur les jours de semaine et en journée, non plus pas de livraisons la nuit pour avoir le moins d'impact d'un point de vue de la population, que ce soit sur une lumière excessive par exemple, dont vous pourriez avoir peur la nuit ou le week-end. C'est des choses où on va être, on va être le plus transparent possible pour que cela ne vous impacte pas dans votre quotidien. Par rapport au bruit, on a identifié, nous, chez HoloSolis, deux points de bruit qui pourraient arriver et qui pourraient émettre du bruit. On a identifié les tours de refroidissement et les rejets de gaz. À ce jour, ces bruits sont limités et seront bien moindres par rapport aux bruits de l'autoroute par exemple. Donc ça veut dire que normalement, ces bruits-là devraient ne pas être ou peu perceptibles pour vous. En plus, on a un espoir, notamment pour la région de Willerwald, c'est qu'avec la hauteur de nos bâtiments, on aura quand même peut-être une petite barrière au bruit, aux bruits de l'autoroute donc qui pourrait aussi peut-être

limiter l'impact du bruit de l'autoroute au quotidien. Par contre, ça, ça reste des choses qui sont à ce jour à l'étude. On a aussi une étude sur ce bruit qui va être plus complète et qui va, qui vous sera partagé en temps et en heure bien sûr, mais qui pour l'instant n'est pas encore finalisée.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Je voulais juste préciser que le jour de Willerwald, on a rajouté aussi, c'était important, on avait convenu par rapport à la dernière concertation, ce serait bien d'aller sur le terrain ensemble, aussi bien HoloSolis avec les riverains, ensemble, aussi bien du côté habitat que du côté site. On a voulu rajouter cette dimension parce que et là je pense qu'on fait ça avant, faut voir si on fait la visite avant l'atelier, mais ça peut être le cas, ça peut être bien comme ça. Je trouve que c'est l'appréhension collective qui peut être plus fine. Donc on a tenu à le rajouter

Hélène HERBETH-MARCHAL : Effectivement, ce serait une bonne chose. Vous avez évoqué la pollution lumineuse. C'est vrai qu'actuellement l'usine Seifert pour certains habitants, génère une pollution lumineuse le soir. Donc j'espère qu'elle ne sera pas augmentée. Et je me questionne aussi sur l'impact de votre usine sur l'entrepôt Seifert et ses salariés. Est-ce que ça leur imposera des mesures particulières du fait que vous soyez tout autour de leur usine ou non ?

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Alors tout d'abord, pour la pollution lumineuse, on a déjà donné des exemples dans le document. On va bien sûr ne pas avoir des projecteurs qui tournent en rond, comme le haut de la Tour Eiffel qui va illuminer tout le coin. C'est totalement hors de question. Il est déjà très très clair dans les instructions que nous avons données à nos architectes que les lumières devront être dirigées vers le bas pour limiter les nuisances, la pollution lumineuse le soir. On le comprend tout à fait. Donc, vous savez, on s'est promené de façon anonyme dans votre village de Willerwald. C'est un beau village. D'ailleurs on était content en plus de voir qu'il y avait des panneaux photovoltaïques sur les toitures de vos maisons. Donc on voit que les gens sont fiers de leur habitat. Et nous aujourd'hui, on souhaite s'insérer dans le quartier, dans le coin, comme un bon voisin. Et oui, l'usine sera grande, je ne peux pas vous le nier. On essaie de créer une usine, on essaie de changer l'Europe, de changer notre monde et on ne veut pas que Willerwald soit laissée pour compte. Donc on va faire tout le nécessaire pour travailler avec vous, pour faire en sorte que les nuisances soient le moindre possible. Notre souhait, effectivement, lorsqu'on était à Willerwald et qu'on s'est promené, on pouvait entendre le bruit de fond de l'autoroute et donc on s'est dit que peut-être que les bâtiments feront en partie ou en totalité une sorte de coupe bruit pour vous et que ça fera passer le bruit plus haut. Et donc ça c'est quelque chose qu'on espère, mais on sait que c'est une zone importante pour vous. Et on nous a expliqué également la zone humide qui est en bas et le fait qu'on devra déverser, quand il y aura de la pluie, qu'elle doive être captée par des buses pour qu'on puisse le déverser graduellement dans l'eau et maintenir cette région. Nous voulons absolument contribuer à cela. Donc vraiment, on va faire tout le nécessaire de notre côté pour aider.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : En ce qui concerne Seifert, j'ai l'impression que vous dites qu'on va les encercler comme le village de Romains autour des Gaulois dans Astérix. Non, non, vous savez, il y a une route actuellement que Seifert utilise et qui est entre les deux parcelles. En fin de compte, maintenant Seifert pourrait éviter les... D'ailleurs, entre autres pour vous, les désagréments de camions qui attendent. La CASC va faire une zone de parking de l'autre côté au niveau de l'autoroute pour que les poids lourds puissent être entreposés là-bas. Et la route qui longe l'autoroute va être aménagée pour que les camions de Seifert vont passer par là. Donc ils ne passeront plus par devant Willerwald. Je pense que oui, nos camions passeront, mais en tous les cas, il n'y aura pas deux fois plus de trafic. Donc je pense que ça, de ce côté-là, ça va être positif. Et personnellement, j'ai vu ce que la CASC a fait. Ils ont

planté tous ces arbres. Pour l'instant, ils sont encore petits, mais ils vont grandir. J'en ai planté un certain nombre moi-même dans ma vie, donc je sais ce que ça fait en cinq ou dix ans, ça monte bien. Et surtout, j'ai vu également tout ce qu'ils ont fait pour planter des fleurs. Ils essaient de rendre le quartier agréable. Vous avez le long de la colline, lorsque vous regardez le site, vous avez toute une zone naturelle sur la droite. Elle va être maintenue. On en a parlé avec la CASC et on souhaite que cela reste une zone agréable. On sait qu'il y a des grenouilles spéciales dans cette zone. On va la maintenir. Aujourd'hui, on est une société de panneaux photovoltaïques. On n'est pas ici pour détruire le monde. On veut au contraire, on veut le protéger. Donc nous, on fera tout ce qui est en notre moyen pour pouvoir faire en sorte que cette intégration se fasse le mieux possible. Les bâtiments également, pour vous, on va essayer de faire en sorte qu'ils aient des couleurs qui soient agréables. Donc on a essayé d'utiliser des couleurs qui ne font pas apparaître une horrible usine orange. Non, on va essayer de la fondre le plus possible dans le paysage. Et un des ateliers justement, va parler de cela et on aura nos architectes avec nous qui vont essayer de vous montrer des visuels de ce que cela pourrait devenir. Merci madame.

Intervention du public : Bonjour *Isabelle HOELLINGER*, je suis porte-parole de l'ADPSE, Association locale de défense de l'environnement et également de Lorraine Nature Environnement dont nous sommes adhérents. Je voudrais juste faire un petit focus sur la forme de la concertation qui au demeurant est très vertueuse. Je suis ravie d'avoir entendu M. BOOM-WICHERS. Il a déjà répondu en partie à la question que je voulais poser, c'est-à-dire au bon respect du timing. Parce que la fois précédente, je tiens à rappeler quand même que dans la procédure REC, le dossier de l'entreprise avait été déposé avant même la fin de la concertation, ce qui est toujours quand même un peu décevant pour les gens qui y ont participé et qui ont l'impression que leur parole n'a peut-être pas été prise en compte comme elle aurait pu l'être. Voilà. Donc je suis ravie que vous entendiez tenir le calendrier et de prendre en considération les conclusions de cette concertation. Concernant différents points plus techniques, concernant l'eau alors si des éléments ont été repris depuis le précédent dossier, je crois que dans votre lettre de mission, il était aussi stipulé que, notamment ce qui avait été proposé au niveau des moyens d'amener de l'eau devait être repris. Et j'ai été étonnée qu'on n'entende pas l'alternative de faire venir de l'eau du bassin houiller parce que là-bas, on a un problème de nappes phréatiques qui débordent et qu'il faut rabattre. Donc les services de l'État avaient dans leurs rapports, ce n'est pas nous qui l'avons inventé, avaient émis l'hypothèse que sur une telle proximité de sites entre le bassin houiller et le bassin de Sarreguemines, il puisse y avoir une coopération sur l'eau et qu'on puisse utiliser cette eau qui, là-bas, devient gênante pour les populations qui ont construit des maisons. En fait, pour expliquer peut-être aux nouveaux arrivants : sur les anciens sites miniers, pendant longtemps on a pompé de l'eau. C'est des sites qui étaient à la base marécageux il y a bien longtemps avant l'exploitation industrielle. Et aujourd'hui, du fait qu'on ne pompe plus l'eau dans les mines, les eaux d'exhaure font remonter la nappe phréatique et la nappe phréatique déborde. Il y a même, on a vu récemment dans la presse, des lacs qui se créent et il y a par contre des habitations qui vont être en danger de submersion. Et donc l'État s'est engagé à faire le nécessaire pour maintenir cette nappe à un niveau acceptable à -3 m sous ces habitations. Et donc il va falloir pomper cette eau et la rabattre et l'évacuer. Et donc ce n'est pas très loin à vol d'oiseau, je pense. Un peu plus de 20 kilomètres à tout casser. Et donc là, on a une vingtaine de kilomètres, c'est le bassin de Forbach, Cocheren, Freyming-Merlebach, ce sillon. Et donc nous avons émis cette hypothèse comme devant être étudiée. Alors c'est peut-être un peu plus cher que de ramener l'eau de la Sarre à huit kilomètres, j'en conviens, mais par contre je pense que l'eau devient très précieuse de nos jours et ça va le devenir encore plus. Je veux dire, je pense que tout le monde voit l'actualité sur le sujet et donc nous aurions souhaité que cette alternative soit étudiée. Alors si c'est compliqué de le faire au niveau purement de la CASC, je crois quand même que l'État pourrait coordonner des discussions avec le bassin de Forbach. Il ne faudrait pas que ce soit étanche, c'est le cas de le dire. Et voilà, on aurait bien voulu que cette alternative soit au moins étudiée. On fait venir du pétrole et du gaz sur des milliers de kilomètres par un pipeline. Je pense qu'un pipeline de 20 kilomètres d'eau, ça devrait être dans nos moyens techniques. Voilà pour le pompage du bassin houiller.

Concernant les rejets dans la Sarre, je voulais savoir quelle est la proportion d'eau qui va être rejetée par rapport à la proportion introduite ? Dans quelle mesure ça se rapproche des 100 % ? J'imagine qu'il y a forcément une petite perte. Et savoir surtout s'il va y avoir de l'eau plus salée, s'il va y avoir des sels dans l'eau. Parce que là également, dans la dernière enquête publique, nous avons émis des préconisations précises sur les mesures qui devaient être faites pour mesurer la qualité de l'eau en aval des points de rejet, pour éviter effectivement que l'eau de la rivière soit... Parce qu'on remet l'eau, c'est bien, mais forcément, vu les traitements, il risque d'y avoir pas mal de sel dedans. Et ça, ça peut être pathologique pour la biodiversité.

Ensuite au niveau de l'électricité. Nous avons contribué à l'époque dans l'enquête pour Hambrégie à également ce volet sur les lignes à haute tension. En voyant la carte précédemment, on voyait que la ligne à haute tension de 220 000 volts arrivait plus ou moins, elle traversait Grundviller pour aller jusqu'à Rémelfing. Et en voyant cette carte, je m'interrogeais spontanément sur la possibilité de récupérer cette électricité, non pas au niveau de Rémelfing, mais au niveau de Grundviller, étant donné qu'on est obligé d'étendre le poste électrique. Dans quelle mesure il serait possible d'en faire un plus petit au niveau de Grundviller et de suivre le tracé de l'autoroute qui amènerait la ligne en ligne beaucoup plus courte vers le site d'HoloSolis. Donc là c'est plutôt à l'adresse de RTE, voir cette possibilité si c'est techniquement faisable. Parce qu'en fait, pour ne rien vous cacher, les lignes à haute tension ont quand même des impacts sur l'environnement, y compris quand elles sont enterrées. Et quand elles sont enterrées, alors certes, elles rayonnent moins loin, mais au niveau de la santé, lorsque c'est des chemins qui sont utilisés, c'est le cas aujourd'hui pour une bonne partie de la piste cyclable, on y fait du sport, on y fait du vélo et des rayonnements électriques sont quand même toujours néfastes. Donc ça, ce serait à éviter. Et également pour une troisième raison, pour une troisième raison qui est de ne pas insulter l'avenir en termes de mobilité. Et j'aimerais qu'on y revienne à la mobilité. On aimerait que sur notre région se développe la mobilité douce, donc les pistes cyclables qui peuvent être utilisées par différents moyens, mais également qu'on puisse envisager, pourquoi pas, à plus long terme, qu'on ait de nouveau des transports en commun qui puissent utiliser cette ancienne voie ferrée. Si demain on y remettait du rail, est-ce que la présence d'une ligne à haute tension peut être contre-indiquée ou est-ce que ça peut empêcher qu'on remette des transports en commun sur cette voie ? Les transports en commun évoluent. Il y a aujourd'hui plus forcément des grosses michelines à diesels. Il y a des petits moyens beaucoup plus légers, sans conducteur, qui sont inventés et qui peuvent être, on peut imaginer qu'un jour on ait un raccordement du centre de Sarreguemines vers l'Europôle et en tout cas on ne voudrait pas qu'une ligne à haute tension puisse empêcher ce type d'installation future.

Justement au niveau de la Région et du train, donc Monsieur ZINGRAFF, j'aurais un message pour le président de la Région. Il semble très intéressé et impliqué dans le projet. C'est super ! Alors je lui dirais trois mots : Sarreguemines, Bitche, Niederbronn. Normalement, il devrait comprendre. Là aussi, parce qu'il y aura des salariés à transporter. Il y en a beaucoup qui viennent du Pays de Bitche. Et donc je pense que c'est le moment de remettre le sujet sur le tapis, si ce n'est déjà fait. Et voilà pour la CASC, pour la mobilité douce, là c'est votre job je pense. La Ville de Sarreguemines a initié il n'y a pas longtemps une étude pour notamment la mobilité vélo. Quid de la CASC sur cette étude ? J'ai entendu qu'elle ne s'y était pas greffée et que on aurait bien souhaité qu'au moins pour la mobilité également, a fortiori la mobilité travail, domicile-travail, scolaire-travail, que les sites industriels, les zones industrielles, les ZAC, etc. Aient un maillage qui permette aux salariés de s'y rendre en dehors de la voiture. On ne pourra pas faire du 100 %, mais tout sera bienvenu. Et je répondrai juste à la dame pour l'impact carbone des panneaux photovoltaïques. Alors certes, vous allez consommer de l'électricité. Mais je tiens à dire que sur la vie d'un panneau photovoltaïque, en gros, il va faire économiser 30 fois plus de carbone que ce qui va avoir besoin pour sa fabrication, donc ça reste vertueux. Je me permets de répondre en complément à votre place. Voilà, Merci.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Alors vous avez posé beaucoup de questions. Je vais être capable de répondre à certaines d'entre elles. Je laisserai Elise répondre à celle du niveau de l'eau, au niveau des contenus en sel. Pour la nappe phréatique, Je vous avoue que vous m'apprenez quelque chose de nouveau. Je n'étais pas au courant du tout de cette problématique à 20 kilomètres d'ici et je me dis à brûle-pourpoint, oui, il faut qu'on étudie ça avec vous. Mais je me demande en fin de compte si les besoins en eau de notre usine vont pouvoir résoudre le problème. Parce que, comme on vous l'a expliqué : actuellement, l'objectif c'est de pomper l'eau de la Sarre, de l'utiliser, de la traiter et de la remettre dans la Sarre. Et donc si à 20 kilomètres d'ici on pompait l'eau pour l'utiliser et la remettre, ça vous aiderait pas. On maintient le problème.

Isabelle HOELLINGER : Aujourd'hui, les eaux qu'on rabat du bassin houiller vont déjà par différentes autres petites rivières, sont reconduits un peu plus loin en Allemagne, dans la Sarre. Donc en fait, l'idée c'est de pomper et de l'utiliser pour ne pas la remettre directement dans les rivières, mais de la mettre à profit pour délester la Sarre par contre, parce que la Sarre, elle a quand même un niveau qui est très fluctuant. Avec le réchauffement climatique, son niveau baisse. Et c'est vrai que ce qu'on pompe, c'est toujours néfaste et ça pourrait également permettre de diluer davantage vos éventuels rejets dedans si vous en injectez davantage.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : D'accord, écoutez-moi je vous propose que ce soit quelque chose qu'on étudie. Pour l'instant, à nouveau, cette problématique est nouvelle. Mais il y a toujours des solutions.

Isabelle HOELLINGER : On est au stade de la concertation, donc voilà, je me dis que c'est le moment pour que ce ne soit pas laissé de côté avant que le projet soit abouti. C'est le moment justement d'en parler. C'est à ça que sert une concertation.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : J'avais une question, madame, par rapport à cette question des eaux de nappe. Moi, je n'ai pas mémoire qu'on l'a évoquée. Est-ce que c'est au moment de l'enquête publique ? Vous l'avez évoquée, je n'ai pas mémoire qu'on avait évoqué ça. Ce n'est pas un moment de la concertation, c'est au moment de l'enquête publique ? Je sais qu'en général j'ai bonne mémoire, mais là, je le découvre en fait.

Arnaud MATHY (directeur général des services de la CA Sarreguemines Confluences) : Oui, ça a été évoqué effectivement après la concertation, au moment de l'enquête publique et des différentes contributions, il y a une réponse qui avait été faite, ce qui était plutôt un soulèvement des problématiques que ça posait. Il y a tout d'abord la problématique. S'il y a eu une réponse qui a été jointe à l'enquête publique dans le bilan au commissaire enquêteur, mais ce n'est pas grave, on la rajoutera pour la concertation. En fait, il y avait des points qui avaient été soulevés, qui étaient d'abord la qualité de l'eau, qui nécessitait un traitement vraiment énorme par rapport à ce qui peut être attendu de la part d'industriels. C'est une réponse qui a été faite en concertation avec l'exploitant et Veolia, mais qui soulevait les problèmes de la qualité de l'eau qui était à distribuer. Ensuite par rapport à l'exploitant qui travaille sur le bassin houiller, il avait été fait une étude, la situation a peut-être évolué depuis trois ans, mais qui soulevait aussi que, aujourd'hui, le principal problème d'affleurement se situait encore plus à l'ouest, plutôt vers Creutzwald, et qu'on n'était pas à 20 kilomètres, mais plutôt à 40 kilomètres, et qu'il y avait les problèmes

aussi de construction de la ligne d'amenée d'eau, de la consommation aussi énergétique pour amener cette eau puisqu'il y a du relief entre les deux. Et donc ça a soulevé aussi le problème finalement du bilan carbone du mètre cube délivré. Et comme vous l'avez dit, mais ça n'empêche pas de l'étudier, il y a un vrai problème administratif aujourd'hui. Les compétences, notamment pour l'eau potable, sont confiées aux agglomérations. Aujourd'hui, c'est la Communauté d'agglomération qui va investir. Alors ça ne coûtera rien au contribuable, c'est prévu. Le prix de l'eau paiera les investissements dans le mètre cube vendu à HoloSolis. Mais aujourd'hui, ça posait un problème administratif que l'agglomération a du mal à résoudre seul. C'est-à-dire qu'il faudrait demander aux territoires voisins d'investir fortement pour de l'eau qui est vendue en dehors du territoire. Et c'est un peu compliqué par rapport à l'équilibre économique de cet investissement pour l'agglomération de Forbach. Voilà, donc c'étaient les problématiques qui avaient été soulevées. Ça peut être réétudié, mais en tout cas, et on pourra apporter des réponses et notamment avec les prestataires en charge de l'exploitation de l'eau potable, puisque comme l'a dit le président Roland ROTH et vous l'avez vu dans le journal, il y a un petit changement d'exploitant qui va être fait. Donc, il faudra travailler avec l'exploitant actuel et le futur pour répondre à ces questions.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Je m'excuse. Encore une question madame, est-ce que vous pouvez m'éclairer ? Vous avez dit tout à l'heure que REC a déposé avant la fin. Alors il y a quelque chose qui m'échappe. Vous pouvez m'éclairer ? Parce que de mémoire, quand nous avons fait le bilan de la concertation dans la foulée, très rapidement, effectivement, REC a répondu aux questions qu'on avait posées et ensuite aussi dans un délai assez court, le dossier est passé en CNDP qui a mis son avis. Et me semble-t-il que ceci a été respecté de manière très rigoureuse. Alors je ne sais pas s'il n'y avait pas une confusion parce que j'aime bien savoir si vous dites qu'a priori ça n'aura pas été respecté, ça m'inquiète. Est-ce que vous pouvez me préciser la chose ?

Arnaud MATHY (directeur général des services de la CA Sarreguemines Confluences) : Oui, je peux préciser. Le dossier de demande pour l'enquête publique, le dossier technique finalisé a été déposé avant la fin de la concertation effectivement, et ils ont juste rajouté une note a posteriori en disant qu'en fait, la conclusion de la concertation ne portait aucun changement à leur dossier. Mais c'est vrai que quand on lit que le dossier est déposé avant... Voilà.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Le dossier d'autorisation environnementale vous voulez dire ?

Intervention du public : Oui le dossier de demande auprès de la DREAL.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Mais est-ce que dans le dossier, parce que ça m'intéresse, ils s'étaient engagés sur le bilan de la concertation à prendre en compte le résultat de la concertation de manière explicite ? Est-ce que ce qui a été mis à l'enquête publique au final, mais je vérifierai aussi par inquiétude, normalement ça a bien repris le bilan de la concertation puisqu'il est joint à l'enquête publique de fait. Le bilan de la concertation fait partie du dossier de l'enquête.

Arnaud MATHY (directeur général des services de la CA Sarreguemines Confluences) : Eh bien en fait non. Ou en tout cas, au niveau technique ils n'avaient pas attendu la fin de la concertation. On s'en est rendu compte lors de l'enquête publique.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Dans l'esprit, ce n'est pas bon. Dans la forme, c'est pas bon. Dans l'esprit par contre, on est bien d'accord, à l'enquête publique il y a le bilan de la concertation et la prise en compte de...

Intervention du public : Je pense. Je ne sais plus, c'est un problème. Je pense que oui.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Très bien.

Isabelle HOELLINGER : Mais du coup ça a navigué de manière parallèle et on a le sentiment en tant qu'association qui prenons du temps pour participer à ces concertations, qu'en fait ça a un petit côté « cause toujours ».

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Je pense que sur le fond, ils ont pris en compte le bilan de la concertation, mais sur la forme, c'est effectivement pas c'est pas sérieux dans la forme, on est bien d'accord.

Isabelle HOELLINGER : Et quant à la qualité de l'eau, juste, Monsieur MATHY, je pense qu'il y a une petite confusion entre les eaux d'exhaure et les eaux de la nappe, parce que l'eau de là-bas est de très grande qualité, parce que c'est les eaux de la nappe qui affluent, et ce ne sont pas les eaux d'exhaure qui étaient censées être récupérées. Voilà, donc c'est la même nappe qu'à Wittring en fait. Et ben là c'est tout faux. Ce sont les eaux de la nappe qui doivent être récupérées et elles sont de très grande qualité pour l'usage qui en est fait. Donc voilà, c'est la nappe des GTI. Voilà. Merci.

Jan-Maarten VAN DEN HOEK (directeur financier HoloSolis) : En tout cas dans nos plannings, la fin de la concertation est nécessaire pour passer à la suite, donc pas de crainte à ce niveau-là.

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : C'est juste, si vous me permettez, vous aviez d'autres questions auxquelles j'aimerais répondre si ce sujet est clos. Pour la partie rejet, et vous nous avez parlé de la proportion entre les eaux qu'on capte et les eaux qu'on va rejeter. J'ai fait le calcul rapidement, on est à peu près autour de 10 % de perte. J'aimerais noter d'où ça vient. Cette perte, c'est pour l'eau dont on va avoir besoin pour nos procédés. C'est une eau qu'on appelle déionisée. Ça veut dire qu'on va enlever tous ces minéraux. Et ce procédé d'enlever les minéraux de l'eau, en fait, est extrêmement consommateur. Donc on va très vite consommer de l'eau et pouvoir la rejeter pour avoir après cette eau déionisée qui est créée pour utiliser dans nos process. C'est des calculs qu'on est en train de refaire et ce taux de conversion, mais aussi la quantité d'eau qu'on va utiliser ici affichée dans notre document, c'est la quantité maximale. On a mis le pire de ce qui pourrait se passer, mais notre objectif, c'est de diminuer ce chiffre, notamment avec l'amélioration de la qualité de l'eau en amont qui va nous permettre de diminuer le taux de conversion. Donc avoir moins de 10 % de perte et surtout de consommer moins d'eau au global, ce qui sera quand même une amélioration par rapport... Après nous, on va être transparent avec vous et c'est aussi pour ça qu'on vous met le pire de ce qui pourrait se passer pour qu'on

puisse discuter de ce cas-là. Par rapport au sel, ce ne sera pas un problème. Normalement, on devrait pas avoir une eau salée, enfin on n'aura pas une eau salée qui sera rejetée dans l'écosystème. Donc par rapport à la vie de la rivière, c'est des choses qui ne devraient pas être un souci. Et d'ailleurs ça va être une de nos préoccupations : de faire que l'eau qui est rejetée dans la Sarre soit de la qualité et de la température de la Sarre pour ne vraiment pas impacter ce sujet.

Vous avez après parlé de l'électricité, je laisserai Monsieur PAFUNDI répondre, mais pour tout ce qui est mobilité, il y a deux dimensions. Il y a ce qui peut incomber à HoloSolis et ce qui n'est pas forcément dans notre capacité. Mais pour ce qui est d'HoloSolis, j'aimerais parler de deux aspects. Le premier, c'est le transport de marchandises et l'impact qu'on peut avoir à ce niveau-là par rapport à nos approvisionnements. Nous, aujourd'hui, notre approvisionnement, il peut venir d'Europe, mais il vient aussi de Chine. En l'état actuel du marché, même si notre objectif, c'est de le faire revenir en Europe par une renaissance de la filière et le travail avec des collaborateurs. Mais il faut savoir que ce qu'on va essayer de privilégier pour l'instant, c'est aussi le transport par barge. Donc la plupart de nos matières vont arriver à Rotterdam et pourront être acheminées jusqu'au port de Metz ou de Strasbourg par la Moselle ou par le Rhin. Donc c'est une partie de notre transport qui va nous permettre d'énormément décarboner cet impact transport, même si la fin du trajet devra être fait par camion, car pour l'instant on n'a pas de solutions alternatives. Mais ça reste un point qui nous tient à cœur de voir comment on peut décarboner aussi ces parties-là de notre entreprise. Parce que produire en France nous permet de décarboner la production aussi des panneaux. Mais le transport reste un impact important. Pour ce qui en vient à la mobilité des personnes. Nous, ce qu'on peut faire chez HoloSolis et qui nous est cher, c'est favoriser la mobilité douce en interne dans notre politique de transport, donc favoriser et encourager le transport en vélo aussi en ayant des vélos sur site pour faciliter le transport des salariés de part et d'autre parce que ça reste un grand site. Donc les gens vont avoir à bouger sur le site aussi. C'est hors de question que des gens prennent leur voiture pour aller d'un bout à l'autre du site. Donc on va trouver des solutions pour justement avoir ces solutions-là de mobilité douce, mais encourager aussi le covoiturage si les personnes se doivent de venir en voiture. Après pour ce qu'il en vient des transports en commun, c'est des choses dont on doit discuter avec les personnes qui ont ces capacités-là de le faire. Mais ce n'est pas dans nos capacités en tant qu'HoloSolis de développer la ligne de transport en commun de train, par exemple avec la SNCF. Mais j'ose espérer qu'on puisse aider ces discussions là aussi, en fonction éventuellement de l'étude de nos bassins d'emploi, d'où viennent nos employés. En tout cas, sachez que cette mobilité douce aussi nous est chère et qu'on l'encouragera avec des aides et un support de la part de l'entreprise sur ces choses-là.

Mathieu PAFUNDI (responsable de projets RTE) : Je vais m'adresser à la régie. Est-ce que c'est possible de revenir sur le diaporama 2 de RTE où on voit la carte du réseau électrique ? Ce qui me permettra de répondre à la question d'un raccordement sur la liaison à 225 000 volts qui passerait à proximité du site d'HoloSolis. Merci. Alors effectivement, dans le cadre du précédent projet de raccordement du CCG, il était envisagé de le raccorder électriquement sur le poste électrique de Sarreguemines. Vous l'avez remarqué, sur la carte que j'ai affichée tout à l'heure, il y a des lignes à 225 000 volts qui passent à proximité de là où va s'implanter l'usine d'HoloSolis, à quelques kilomètres. On aurait pu aussi se poser la question de raccorder l'usine d'HoloSolis directement sur le poste électrique qui se trouve sur la commune d'Hambach, à proximité de l'ancienne usine Smart, aujourd'hui INEOS Grenadier. Ce poste électrique n'a pas la capacité aujourd'hui à alimenter l'usine d'HoloSolis vis-à-vis du besoin en puissance qu'il pourrait avoir. En ce qui concerne les deux liaisons, enfin, la liaison à 225 000 volts qui passe au-dessus de l'autoroute A4 représentée en rouge à l'écran, celle-ci, effectivement, se retrouve à quelques kilomètres de l'usine d'HoloSolis. Pour autant, pour pouvoir raccorder l'usine d'HoloSolis sur cette ligne, ça impliquerait la création d'un nouveau poste électrique. Donc sur plusieurs hectares, 5 à 7 hectares. Et donc ça aurait une incidence sur l'environnement qui serait bien plus importante que finalement le projet que l'on pourrait

envisager de raccorder cette usine sur le poste de Sarreguemines, puisque ça nécessiterait de prélever du foncier. Certes, la liaison souterraine serait plus courte, mais pour autant il faudrait recréer un poste électrique dans sa globalité sous cette liaison électrique. Donc sur le plan de l'incidence, ce n'est pas la meilleure option et sur le plan économique, ce n'est pas non plus la meilleure option. D'où le fait que cette solution qui a été étudiée par RTE dans le cadre du projet de CCG et qui a été réétudiée dans le cadre du projet d'HoloSolis n'a pas été retenue puisqu'elle ne paraît toujours pas pertinente, tout comme un raccordement sur le poste à 63 000 volts d'Hambach.

En ce qui concerne la question suivante, donc de la mobilité douce vis-à-vis du fait de potentiellement utiliser pour le tracé de la nouvelle liaison souterraine une partie de la voie cyclable. Il faut savoir que si toutefois c'est le tracé qui avait précédemment été étudié qui est retenu par RTE pour réaliser cette nouvelle liaison électrique, il s'appuyait en grande partie sur le tracé d'une liaison souterraine 63 000 volts existante, celle qui raccorde le poste électrique situé sur la commune d'Hambach au poste de Rémelfing. On la retrouve à l'écran en pointillé. Ce tracé, assez rapidement, une fois qu'on passe la zone agricole, rejoint la piste cyclable sur la commune de Neufgrange et ce tracé se trouve en bordure de piste cyclable jusqu'au poste de Rémelfing. Ça sous-entend qu'il y a déjà une liaison en 63 000 volts présente dans cette piste cyclable. Et dans le cadre du précédent projet, effectivement, il était envisagé de mettre en parallèle une nouvelle liaison souterraine, en parallèle de cette liaison souterraine existante. Ce qui veut dire que la fonction et la nature de la piste cyclable est déjà, comment dire...

Intervention du public : (Inaudible)

Mathieu PAFUNDI (responsable de projets RTE) : Alors ce n'est pas le terme que je voulais employer, bien évidemment, une liaison électrique, il y a toujours possibilité, évidemment, dans l'hypothèse où il y a un financement qui va derrière, de la déplacer. Pour autant, la piste cyclable est déjà occupée en partie par une liaison électrique existante. En ce qui concerne les champs électromagnétiques, il faut savoir que dans une liaison souterraine, il n'y a pas de champ électrique. Par nature, la liaison souterraine est composée d'un écran métallique. Les champs électriques sont arrêtés par cet écran métallique. Pour autant, effectivement, une liaison souterraine peut générer des champs magnétiques. Il faut savoir que ces champs magnétiques diminuent très fortement avec la distance. L'ensemble de nos liaisons électriques respecte la réglementation française et européenne et les valeurs de champ qui sont constatées au droit de nos liaisons sont bien en deçà des préconisations de l'Organisation mondiale de la santé. Aujourd'hui, l'Organisation mondiale de la santé fixe une valeur à hauteur de 100 microtesla. Quand on est à l'aplomb d'une liaison souterraine, la valeur de champ magnétique constatée est de l'ordre d'une dizaine de microtesla, et quand on s'en écarte à une dizaine de mètres, ça tombe tout de suite aux alentours de 0,6 - 0,8 microtesla. Ensuite, il y a un certain nombre d'études qui ont été exécutées dans le domaine des champs électromagnétiques basses fréquences qui s'appuient sur à peu près 30 années de recherches et tous les experts en la matière en arrivent à la même conclusion : il n'y a pas de lien direct qui a été établi entre une quelconque exposition aux champs électromagnétiques basse fréquence et un problème sur la santé humaine. Voilà, je pense avoir fait le tour des questions que vous vous posez.

Roland ROTH (président de la CA Sarreguemines Confluences) : Je me permets d'intervenir à ce niveau puisque nous sommes dans la mobilité douce. Je tiens à répondre à Mme HELLINGER qui a manifesté son fort intérêt pour cette mobilité, notamment en matière cycliste. C'est un intérêt que la CASC partage, comme vous le savez. Je rappelle quand même que nous avons aujourd'hui pas loin de 250 kilomètres de pistes cyclables sur notre territoire, ce qui est énorme comparé à nos voisins notamment. Il

suffit de regarder ce qui se fait autour de nous. Donc notre intérêt est très fort à ce niveau et nous investissons régulièrement chaque année un peu plus pour agrandir ce réseau. Un réseau qui nous permet aujourd'hui quasiment de faire le lien entre toutes les communes de la Communauté d'agglomération. Reste le problème et l'étude que vous avez évoquée : la problématique urbaine qui est plus compliquée à résoudre et c'est la raison pour laquelle cette étude a été mise en route. Mais c'est une étude commune à la Ville et la Communauté d'agglomération. Donc, c'est une opération que nous menons en commun et cela a été décidé ainsi. Elle est en route. Aujourd'hui, cette étude, nous avons des premiers retours qui sont intéressants et qui nous permettront ensuite de réaliser. Alors la réalisation sera partagée suivant les compétences, puisque la Communauté d'agglomération est davantage compétente en matière de liaison de grands axes et des axes, par exemple, comme le chemin de halage le long de la Sarre qui relève de la Communauté d'agglomération, alors que la ville sera davantage concernée au niveau des liaisons internes que nous voulons traiter pour faciliter l'utilisation du vélo. Donc, je crois que notre avis est partagé. Donc, nous sommes très conscients de la nécessité de développer la mobilité douce. Vous savez qu'à Sarreguemines, ce n'est pas forcément évident puisqu'il y a certaines hauteurs à franchir. Aujourd'hui, c'est plus facile avec les vélos électriques, mais notre volonté est très forte dans ce domaine. Pour la partie train, je laisserai la parole à Marc.

Marc ZINGRAFF (vice-président de la CA Sarreguemines Confluences et conseiller régional) :

D'abord pour dire aussi, *Gaston MEYER*, je crois qu'il est par là. On a discuté tout à l'heure du financement de la Région sur la question du vélo. Pour ce qui est de cette étude, pour dire simplement qu'on a eu également le soutien de la Région qui est très motivée par la question du vélo. J'ajouterai ce que le message que vous m'avez demandé de faire passer au président de Région concernant le train : évidemment, le train est revenu au premier plan. Je crois qu'on est tous d'accord qu'aujourd'hui le déplacement collectif, et notamment à travers le train, est souvent une solution intéressante. La limite, simplement parce qu'on est tous d'accord sur ce constat et sur la proposition. La limite aujourd'hui, c'est un peu la vétusté du réseau national aujourd'hui qui nous oblige à y aller graduellement. Mais je crois qu'aucun ici ne refuse de réfléchir à la question. D'ailleurs, la communauté d'agglomération, dès le départ, dès l'époque SMART, avait entrevu la nécessité de garder des rails et d'avoir une possibilité d'accès rail à partir de notre gare, voire du pôle multimodal. Donc tout ça, ce sont des questions qui restent d'actualité. Il faut néanmoins faire le tri des urgences et des attentes et puis coller ensuite à la spécificité d'un projet. Quant à la traversée du Pays de Bitche, vous savez que je fais partie de l'association qui fait un peu la promotion des possibilités du Pays de Bitche pour sortir de son enclavement. Et donc la voix et la direction que vous évoquez est une des possibilités en accord avec le projet ici. On sait que traditionnellement, sur le bassin d'emploi de Sarreguemines, plus de 30 % de la main-d'œuvre vient du Pays de Bitche. Il est important pour nous, demain, d'avoir cette cohérence de traversée et d'acheminement du Pays de Bitche vers notre zone de développement économique. La voie du développement économique entre la voie verte et la sortie de l'autoroute. J'en parlais avec M. BOOM-WICHERS ce matin. C'est quelque chose d'important parce que c'est la sérénité pour arriver à son poste de travail. Donc pour nous, c'est aussi la sérénité de la population qui nous importe à tous ici. Et il y a un point dont on reparlera certainement, c'est ce fameux, c'est cet épisode de contournement de Sarreguemines qui, aujourd'hui, d'un côté, permet davantage, enfin de mieux gérer cette question de relation au Pays de Bitche, mais aussi de travail à l'interne et d'accès aux zones de travail. C'est une question qui méritera à un moment donné d'être évoquée parce qu'aujourd'hui on veut moins de déplacements routiers, ça on est tous d'accord, mais en même temps, ça ne peut pas forcément se faire du jour au lendemain. Et ça demande, et c'est aussi le positionnement de la Région, que, au cas par cas, on puisse déterminer en coresponsabilité, déplacements routiers, réseaux ferrés, déplacements doux ce qu'il est dans une gradualité important de faire. En tout cas, je porterai évidemment vos questions à la Région.

Dominique LIMBACH (vice-président de la CA Sarreguemines Confluences) : LIMBACH Dominique, vice-président chargé de la mobilité à la CASC. Je voudrais rajouter à ces différents moyens de transport ou de mobilité, je voudrais rappeler que notre collectivité, la CASC, a mis en place le covoiturage il y a deux ans, covoiturage qui est une des solutions privilégiées également. C'est une solution qui prend de plus en plus d'ampleur et qui est financée à une très grosse hauteur par la Communauté d'agglomération. Donc le covoiturage a été mis en place il y a deux ans. Il y a de plus en plus d'utilisateurs et nous envisageons... Nous avons remis des crédits supplémentaires pour encore favoriser ce type de déplacements.

Intervention du public : Merci, Monsieur BOOM-WICHERS, merci pour votre remarquable exposé, la clarté et la concision de votre exposé. Vous avez tout à fait raison. Notre société occidentale n'a pu se développer uniquement avec une chose : la maîtrise de l'énergie. Première révolution industrielle, c'est la maîtrise du charbon énergie fossile. La deuxième, le pétrole, énergie fossile également. Nous arrivons à la fin de ce cycle. Nous sommes devant des bouleversements considérables. Ce n'est pas uniquement le changement climatique. Il va falloir trouver d'autres formes d'énergie, non seulement parce que c'est vertueux et écologique, mais parce que bientôt il ne va plus y avoir de pétrole. Les gens qui s'intéressent un petit peu aux travaux du Shift Project savent très bien de quoi je parle. Donc l'arrivée de votre usine et est extrêmement bénéfique pour tout le monde. Le problème que pose les panneaux photovoltaïques, il s'agit d'une énergie électrique intermittente, une énergie fatale comme disent les spécialistes, et alors que le courant doit être maintenu de façon constante et c'est le travail de RTE. Il se trouve que dans notre région, nous avons un autre atout à 30 kilomètres d'ici, entre Saint-Avold et Faulquemont, il y a une grande entreprise allemande qui s'appelle Viessmann, qui est spécialiste dans la production des batteries, des batteries de stockage d'électricité. Et donc le hasard fait qu'il y a une synergie entre votre projet de panneaux photovoltaïques et cette usine. Je pense que c'est particulièrement intéressant pour les entreprises et les particuliers de pouvoir stocker leur électricité parce que jusqu'à présent, les gens qui ont des panneaux photovoltaïques, leur production ils la revendent à RTE et c'est déduit leur facture en fin d'année. Le fait de pouvoir avoir des batteries à domicile pour des coûts intéressants, là ça peut devenir totalement différent pour les entreprises et les particuliers. Voilà. J'avais aussi une autre question sur l'eau, mais Madame HELLINGER l'a déjà posée, donc je ne vais pas revenir là-dessus. D'autre part, je voudrais quand même féliciter la Communauté d'agglomération et notamment son président, Monsieur ROTH, pour tout le travail qu'il a fait depuis quelques années. Il est vrai qu'il y a quelques années, notre association s'était battue contre l'implantation d'une centrale thermique à gaz sur le futur site d'HoloSolis parce que nous pensions que c'était aberrant dans le cadre du changement climatique et que ça faisait partie d'une civilisation en train de s'éteindre : la deuxième révolution industrielle. Vous proposez la troisième et vous avez tout à fait raison. Et donc je continue, j'encourage la CASC à poursuivre dans cette voie et je la remercie vivement d'avoir renoncé aux usines à gaz.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Merci beaucoup Monsieur pour vos paroles. Je pense que nous sommes tous les deux du même côté de la barrière et en anglais on dirait que nous sommes tous les deux en train de prêcher vers la chorale de l'église. Donc j'en suis ravi. Je suis totalement d'accord avec vous. Votre région ici en sait quelque chose. La première révolution industrielle, c'était le charbon et votre région ici s'est extrêmement bien développée grâce à cela. La seconde révolution industrielle à base de pétrole a commencé début 1900, a été pour moi, pour l'Europe, une longue descente aux enfers et à partir des années 1970, avec l'augmentation du prix du pétrole avec l'OPEP, on a vu à quel point chaque année notre Europe s'appauvissait. Et l'année dernière, nous avons en tant que Europe, européens, payé à des nations extra européennes pour notre gaz et pour notre pétrole la petite bagatelle de 900 milliards d'euros, qui est de l'argent qui a quitté l'Europe pour ne jamais y revenir, sauf sous la forme de personnes qui avec cet argent rachètent nos actifs. Et donc vous avez tout à fait raison, il faut arrêter cela. Et ce dont on s'est rendu compte avec le Covid, c'est à quel point nous étions tous dépendants de la

Chine et d'autres nations. Et avec la malheureuse invasion de l'Ukraine par la Russie, à quel point nous étions dépendants des énergies fossiles dont 50 % de notre gaz et notre pétrole en Europe, moi je ne savais pas, provenait de Russie. 50 %. Et donc ce qu'il faut faire, et je pense que nous sommes d'accord là-dessus, c'est de remplacer les énergies fossiles avec ces 900 milliards d'euros qui partent chaque année. Mais l'erreur qu'on était en train de faire en tant qu'Européens, c'est qu'on remplaçait cette dépendance d'énergies fossiles gaz pétrole de nations extra européennes par des panneaux photovoltaïques qui venaient d'autres bouts du monde également. Donc on remplaçait une dépendance par une autre. On marchait sur la tête alors que du pétrole, du gaz, on n'en a pas. Il y avait du gaz dans la mer du Nord. Nous, en tant que Hollandais, on en savait quelque chose. Les Pays-Bas s'en sont bien portés pour un certain nombre d'années. Ensuite, c'était parti. Voilà, c'était fini. Et donc aujourd'hui, ce que l'on doit faire, c'est éviter que ce qui est en train de se passer ou ce que la Chine essaye de faire, c'est de devenir le nouvel OPEP de l'énergie renouvelable. Je ne suis pas là pour matraquer la Chine. Vous savez, j'ai travaillé longtemps avec des Chinois. J'y ai vécu également entre 2005 et 2008. Ce sont des gens que j'apprécie, mais je suis européen et nous devons créer des emplois ici et nous voulons créer ici des emplois à Hambach, Willerwald, Sarreguemines, Woustviller, etc. Et vous mentionnez la troisième révolution industrielle. Vous avez raison, elle est maintenant. Et la troisième révolution industrielle, c'est l'énergie électrique renouvelable. Et donc moi je n'étais pas au courant de cette usine à gaz que vous vouliez, contre laquelle vous vous êtes battus. Je vous en suis reconnaissant parce que grâce à ça, nous avons l'opportunité de nous installer sur le terrain. Donc merci.

Et en ce qui concerne les batteries, je connais la société Viessmann. Et bien sûr, notre souhait, c'est que les gens puissent avoir des batteries pour pouvoir aider également à stabiliser le réseau de RTE. Lorsque les centrales photovoltaïques ou les éoliennes produisent et qu'il y a trop d'électricité, on nous disait arrêtez-les, donc c'est dommage. Et donc stocker cette électricité, cette énergie est important. Et on peut faire plein de choses avec cette énergie. Il y a d'autres choses d'ailleurs qu'on peut faire. C'est également avoir des électrolyseurs qui vont utiliser cette énergie pour transformer et créer de l'hydrogène qu'on peut ensuite injecter dans notre réseau de gaz, voire utiliser pour créer à nouveau de l'énergie pour des batteries, des piles à combustible, etc. Donc on est devant une révolution industrielle, la troisième et je suis moi, personnellement et Monsieur ROTH le sait parce qu'on en a parlé avec toute l'équipe. Nous avons le choix aujourd'hui, en tant qu'Européens, soit d'essayer d'attraper ce train qui est déjà bien en marche, soit de devenir une nation du tiers-monde. Parce que si nous loupons, nous avons loupé une première révolution industrielle, c'était un peu difficile. On en loupe deux, c'est fini. Et donc aujourd'hui, avec mon équipe et avec vous, nous nous battons pour réindustrialiser l'Europe. Et ce qui est important à voir, c'est qu'il y a quatre ans, je reviens juste sur la batterie pour un peu partager cette expérience avec tout le monde. Il y a quatre ans, une société dans le nord de l'Europe qui s'appelle [inaudible], quatre scandinaves suédois sont allés voir le patron d'une des sociétés qui a investi chez nous, le groupe InnoEnergy, en disant "Nous avons besoin de la petite somme de 4 milliards d'euros pour monter une usine de batterie en Suède, des batteries automobiles qui seront utilisées par Volkswagen, Volvo, etc.". Et le patron de cette entreprise, InnoEnergy, a dit "Ok, banco, mais à une condition, c'est que vous nous permettez de vous aider à fédérer la totalité de l'industrie européenne de la batterie pour que l'on puisse aller voir l'Union européenne et les gouvernements des différentes nations membres pour leur dire : De quoi avons-nous besoin, nous en tant qu'Européens, pour pouvoir créer des batteries et d'avoir un écosystème qui marche et qui résiste au dumping chinois ?" Eh bien, ça a réussi. Et cette société, ces 4 suédois c'est l'usine Northvolt dont vous avez peut-être entendu parler. C'est une réussite colossale. Et depuis, ce travail qui a été fait avec l'Union européenne a permis de créer des règles qui ont fait en sorte que d'autres usines de batteries se sont installées. Et Viessmann en est un exemple. Mais ici en France, nous en avons plusieurs qui se sont ouvertes dans le corridor entre Dunkerque et Arras, avec entre autres, les usines Verkor qui vient d'annoncer il y a deux semaines la plus grosse levée de fonds jamais faite en France pour une entreprise en démarrage pour pouvoir créer ces batteries qui seront utilisées pour Renault et d'autres usines et pour Stellantis, ex Peugeot-Citroën, et Mercedes-Benz.

Et donc le message un peu long que j'essaie d'apporter, c'est un message d'espoir. C'est-à-dire qu'aujourd'hui avec l'Europe, on se rend compte que l'on peut réindustrialiser l'Europe, qu'on a les techniciens pour le faire. Et nous, aujourd'hui, travaillons avec le reste de l'Europe pour faire la même chose au niveau du photovoltaïque. Et c'est pour ça que pour nous, nous installer vite ici sur ce site, c'est ce que ce site nous permet, cette rapidité, c'est ce que nous souhaitons faire. Et la coopération de la population des environs et surtout l'aide que nous avons reçue de la CASC, et je salue à nouveau Monsieur ROTH et Monsieur ZINGRAFF et Arnaud MATHY et toutes les équipes ici, que ce soit Emma WEIDMANN, vous ne faites pas partie de la CASC je crois, non, mais Frédérique, ils ont fait un travail incroyable pour nous assister. Et ce que vous avez ici dans la CASC, c'est unique en France. C'est unique en France. Vous pouvez les aimer ou pas, peu importe. Mais moi je vous dis qu'avec Elise, on a regardé une douzaine de sites en France, vous n'avez pas l'équivalent de la CASC, point barre. Elle n'existe également pas en Espagne, pas en Allemagne, pas en Pologne, pas en Roumanie. Donc nous nous impatientons avec vous de permettre cette troisième révolution industrielle et que Hambach et Sarreguemines et la région en soit un des lieux de genèse. À nouveau, ce que l'on fait ici, cette usine de cinq gigawatts, ça n'a jamais été fait en Europe. La plus grosse usine est celle d'Enel, qui est l'EDF italien, qui est en Italie. Elle fait trois gigawatts, donc on va être encore plus grand. Voilà. Merci Monsieur.

(Applaudissements dans la salle)

Intervention du public : Donc je voudrais intervenir par rapport à votre réflexion de troisième génération, mais est-ce que vous n'avez pas une génération de retard parce que vous avez parlé d'hydrogène et apparemment l'hydrogène ce serait la quatrième génération ? Après, j'ai une petite réflexion à vous faire par rapport à la zone Europôle. Vous êtes très content de venir vous installer sur la zone Europôle, mais il faut quand même penser aussi aux anciens. C'était des terres agricoles. Il y a des personnes âgées qui ont été expropriées. L'expropriation est quelque chose de difficile à vivre. Ce n'est pas l'aspect financier du bien, mais c'est l'aspect que ce bien-là était transmis de génération en génération. Donc, je pense qu'il faut avoir une pensée pour toutes ces personnes à qui on a pris les terrains, même s'ils ont été indemnisés, ça ne comptait pas pour eux. J'ai mon père qui avait 90 ans, c'était quelque chose qui venait de la grand-mère de l'arrière grand-mère et qui était très important. Donc je pense que cet aspect-là, il faut aussi, il faut aussi l'avoir en tête. Voilà.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Oui Madame, l'hydrogène fait partie de la troisième révolution industrielle, qui est celle de l'énergie propre que l'on essaie de développer. Alors on peut parler de sémantique sur la quatrième. Pour moi, aujourd'hui, je me place dans la première révolution industrielle qui était le charbon, la deuxième qui était à base de pétrole et de gaz, principalement de pétrole, et la troisième, c'est l'énergie renouvelable qui serait l'électricité propre et dont l'hydrogène fait amplement partie. En ce qui concerne l'Europôle, je suis conscient de ce que vous dites. Je peux imaginer que ce soient des terrains qui vous soient chers et je n'étais pas au courant de l'histoire de votre grand père, etc. Mais aujourd'hui notre objectif c'est de pouvoir développer cette terre et cette région avec vous. Voilà. Pardon ?

Intervention du public : (Inaudible)

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : C'était une terre agricole, je l'entends et j'ai passé beaucoup de temps à la campagne lorsque j'étais jeune. J'aime la terre, j'aime mettre mes mains dans la terre. Mais il y a des zones industrielles qui se font. On a le choix : soit on garde la terre agricole et on continue à faire tourner les tracteurs avec du diesel qui est acheté à des pays extraeuropéens. Soit on prend la terre de vos ancêtres pour laquelle je vous remercie et on crée une nouvelle usine qui va permettre à 1700 personnes, dont peut être vos petits-fils, de travailler ici dans cette usine et surtout de pouvoir donner un futur à nos enfants en décarbonant notre industrie et en donnant un futur économique à l'Europe. Parce que sans ça, on sera foutu à nouveau, on sera un pays du tiers monde. On ne parle pas de troisième révolution industrielle, on parle de tiers monde. Si on n'y est pas en 20 ans, on est un pays du tiers monde.

Julia BITRAN (animatrice) : Est-ce qu'il y a encore des demandes de prise de parole ? Oui.

Intervention du public : Bonjour, vous m'entendez là ? Oui. *GRUN André* pour l'association Willerwald DTI. Donc je tenais déjà dans un premier temps à remercier la CNDP pour sa présence. On a eu l'occasion de la rencontrer il y a deux ans dans le cadre du projet REC Solar. Et surtout pour son objectivité et la sincérité des réponses qu'elle a apportées à toutes les questions qu'on pouvait soumettre à ce moment-là. Je souhaitais également remercier la présence de M. BOOM-WICHERS pour HoloSolis, dans la mesure où, à l'époque, dans le cadre du Covid, on n'avait pas pu rencontrer M. SIEBERT. Donc c'est plus intéressant de rencontrer les personnes directement en face pour pouvoir discuter. Cela dit, j'ai quand même quelques questions à vous poser. Si je comprends bien aujourd'hui, au regard de ce qu'on peut lire dans les différentes interviews que vous avez faites dans la presse, etc., c'est une nouvelle société. Vous partez d'une feuille blanche, c'est-à-dire que vous allez devoir rencontrer tous les défis possibles qui peuvent se poser à vous, c'est-à-dire trouver les fonds nécessaires, ces 800 - 700 milliards. Bon, ça va augmenter avec le temps vu l'inflation. Millions, 700 millions, excusez-moi, je parlais en anciens francs. 700 millions. C'est pour faire parler un peu monsieur le financier quoi, il a eu des sueurs froides. Et donc, si j'en crois, vous avez une première capitalisation à 50 000 € et vous êtes passés à 700 000 ou quelque chose comme ça pour votre société HoloSolis de ce que j'ai pu voir. Et vous avez fait des lettres d'intention concernant les fonds, je suppose que vous n'avez pas la totalité des fonds aujourd'hui pour bâtir votre projet. Vous avez que des promesses. Vous me direz après si c'est le cas. Et donc ça c'est pour un peu la partie financière.

Donc je vous félicite déjà par rapport à tous les défis que vous allez rencontrer, c'est-à-dire convaincre les riverains de Willerwald que le projet ne va pas créer de désordres pour les habitants, régler les problèmes de l'eau, régler les problèmes d'électricité, le financement, régler les problèmes d'emploi. Parce que l'emploi, c'est aussi un souci dans la mesure où les jeunes, vous avez besoin de gens diplômés. Vos collègues de Carbon ont dit dans leur lettre, ils sont actuellement en concertation, vont commencer à embaucher des gens à bac+3 jusqu'à bac+8. Est-ce que vous avez le profil de ces gens-là sur place, etc. ? Vous n'avez peut-être pas besoin du même profil de personnes. Il faut savoir que nous, on a un marché concernant l'emploi qui est le Luxembourg, où beaucoup de gens, de jeunes, après avoir obtenu des formations, des diplômes, une fois diplômés, ils quittent la région, soit le Luxembourg, soit le Royaume-Uni, parce que c'est beaucoup plus attractif. Donc vous allez devoir, à mon avis, appliquer une politique concernant les rémunérations des employés, plus audacieuse. D'ailleurs ce matin j'ai entendu au niveau de la Suisse, ils sont en train de verser des primes aux frontaliers parce qu'ils n'arrivent plus à maintenir, les gens quittent la France pour aller travailler à l'étranger, car les avantages, même pas que les salaires, les avantages extra légaux sont plus intéressants.

Maintenant, vous aviez parlé de la Chine. Vous avez dit qu'ils détenaient 95 % du marché aujourd'hui. Aujourd'hui, est-ce que vous allez être compétitifs demain quand vous allez sortir vos panneaux ? Est-ce que vous serez compétitifs par rapport au marché chinois qui lui ne va pas s'arrêter ? Il va continuer à se

battre pour défendre la vente de ses produits. Je parle également des Chinois, mais des Américains aussi qui se sont lancés sur le marché à coup non pas de quelques milliards, mais à coup de centaines de milliards pour essayer de prendre des parts de marché. Est-ce que vous serez encore compétitifs ? Si j'ai bien compris, vous, c'est uniquement le marché européen d'après ce que j'ai cru comprendre. Est-ce que vous ne vous tirez pas une balle dans le pied ? Vous dites qu'on ne pourra pas exporter au niveau de la Chine et au niveau des États-Unis, en réduisant votre marché uniquement à l'Europe. Je vais laisser tomber cette partie-là.

Maintenant, je vais passer plutôt à la partie Willerwald. Dans le cadre de notre association, que nous avons créée lorsque REC Solar est apparu, on avait constaté un déficit de communication, non pas de la CNDP, on est très heureux de voir que la CNDP est présente, mais un déficit des autorités locales pour nous renseigner sur ce projet. On a appris que ça arrivait du jour au lendemain. D'ailleurs, ce que je trouve dommage, c'est qu'on ne voit pas d'élus de Willerwald concernant cette première réunion de lancement, alors que c'est important pour Willerwald. Pourquoi ? À Willerwald nous avons un historique Seveso. C'est pour ça que les gens sont inquiets vis-à-vis d'un site Seveso parce qu'il y a eu des conséquences sur ce site Seveso. Il y a des gens qui vivent comme vous avez dit, vous vous êtes promenés dans Willerwald pour voir quel était le village. J'espère que vous êtes allés voir rue du Canal, rue de l'étang, les gens vivent au quotidien et certaines personnes ont été expropriées dans le cadre d'un PPRT, dédommagées, les maisons détruites. Donc c'était dur pour elles. Aujourd'hui, les gens, beaucoup de gens ont peur qu'il arrive la même chose dans plusieurs années suite à un nouveau sinistre qui changerait la réglementation, et qui vous obligerait à prendre de nouvelles mesures d'expropriation des gens ou d'écarter. L'autre problème, c'est que vous êtes partis sur une usine de cinq gigawatts. Vous dites que ce sera la plus grande en Europe. Je crois que Carbon annonce aussi cinq gigawatts et une autre usine, je ne sais plus où, annonce aussi cinq gigawatts. Tout le monde dit ce sera la plus grande usine en Europe. Donc voilà. Donc ça, c'était un peu la situation que je souhaitais vous expliquer. Par rapport à Willerwald, des gens ont parlé de la pollution visuelle et de l'éclairage. Le problème de Seifert en termes de pollution, nous n'avions pas ces bâtiments-là auparavant. Nous avons une colline avec des arbres. Les bruits de l'autoroute étaient coupés, nous n'avions pas ces bruits. Aujourd'hui, vous dites que vous allez mettre une usine, vous allez faire diminuer probablement les bruits de l'autoroute. On en est conscient. C'est ce qui va arriver. Mais avant, on n'avait pas de bruit du tout, donc ça ne va rien changer par rapport à nous, si ce n'est qu'on a quand même ces bâtiments avec un éclairage extrêmement important. Seifert, on avait soulevé le problème de Seifert avec l'éclairage. Bon, je crois qu'ils ont un peu diminué, mais on ne revient jamais vers nous en nous disant "Écoutez, on a pris conscience que vous avez souligné des problèmes concernant l'éclairage. On a pris des dispositions", on n'est jamais informé, on n'est jamais inclus dans le processus de prise en compte des demandes des riverains de Willerwald.

Il y a également tout l'aspect exploitation. Une fois que REC Solar a dit qu'il se retirait du marché, les travaux ont continué au niveau de la CASC. Nous avons des bruits de machines à 5 h du matin, à 6 h du matin et on n'est pas informés. On a téléphoné pour que des mesures soient prises, que des horaires soient respectés, qu'il y ait une charte de bonne conduite qui soit mise en œuvre. Il n'y a rien de tout ça qui a été mis en place. Donc, une fois qu'un projet part, la CASC reprend le truc, il y a du bruit qui se fait, des vibrations jusque dans les maisons ont été entendues et dénoncées au niveau de la CASC. Mais aucune mesure n'est prise, donc on est laissé à l'abandon et on doit attendre et voir ce qui se passe, etc. Donc on aimerait bien voir si avec HoloSolis il y aura des travaux pendant la construction de l'usine et il y aura des bruits ou des... pendant la production. Voilà, on aimerait bien voir s'il n'est pas possible d'intégrer des riverains de Willerwald dans vos commissions de travaux pour qu'ils puissent faire part de leurs inquiétudes. Parce que ce que nous subissons à Willerwald, les gens de Hambach ou les gens de Sarreguemines n'auront pas à le subir. Donc leur avis sur le cadre de vie local, on peut comprendre qu'ils soient pour ce projet d'une manière complètement... sans regarder quelles sont les conséquences pour les riverains. Mais nous ne sommes pas contre la création d'emplois, certainement pas. Mais par contre, nous sommes très

attachés à ce que notre environnement soit protégé et que tout soit vraiment pris en charge pour éviter toutes sortes de nuisances. Je termine juste pour l'aspect visuel, donc vous avez dit : on va mettre des... on ne va pas mettre des bâtiments flashy comme on peut en voir sur Europôle, avec anciennement Rucon. Et pourquoi vous ne partirez pas sur des façades végétalisées ? Voilà, c'est une suggestion. Merci beaucoup.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Merci, monsieur. Alors, il y avait pas mal de questions à nouveau. Je vais essayer de les traiter et je vais également au niveau de la finance demander à Jan-Maarten de couvrir cette question-là. On va parler également de la Chine, est-ce qu'on sera compétitifs par rapport à eux, et on va parler du Seveso. Mais pour le Seveso, je te laisserai toi, Elise si tu veux, parler du Seveso. Alors on part effectivement à partir d'une feuille blanche. Vous avez raison, c'est une entreprise qui est lancée par un consortium de cinq investisseurs. Alors quand vous parlez du montant du capital social, c'est une chose, c'est juste le capital social d'entreprise, ça ne veut absolument rien dire par rapport aux fonds qui sont dans l'entreprise elle-même. Vous pouvez avoir une entreprise avec un capital social de 5 000 € qui a 10 000 000 en actifs. Les deux ne sont pas nécessairement liés. Mais en ce qui concerne cette feuille blanche, moi, l'équipe que nous construisons aujourd'hui sera en mesure de construire cette usine. Je pense que c'est surtout ça qui est important à savoir. J'ai bien sûr Jan-Maarten qui est à ma droite, j'ai Elise qui est à ma gauche. Jan-Maarten est un homme de la finance qui a levé énormément de fonds pour construire des usines de ce genre ou développer des entreprises. Et d'ailleurs il pourra vous en parler un petit peu. Au niveau de Elise, elle est une personne qui vient du CEA INES, qui connaît extrêmement bien toutes les technologies photovoltaïques, que ce soit le TOPCon, le PERC, le HJT, le pérovskite et toutes les technologies futures qui vont arriver. Mais surtout, nous avons au sein de notre entreprise également notre directeur technique et notre directeur des opérations. Il est l'un des co-inventeurs de la technologie N-type TOPCon que nous allons utiliser. Donc c'est difficile de faire mieux. Et l'autre personne qui se joint à nous est notre directeur des opérations, qui est une personne extrêmement expérimentée dans la création d'usines 4.0. Donc de ce côté-là, nous aurons aujourd'hui les équipes dont on a besoin pour développer l'usine. Je vais laisser Jan-Maarten parler un petit peu du financement, si tu veux.

Jan-Maarten VAN DEN HOEK (directeur financier HoloSolis) : Oui, très bien. En effet, comme Jan Jacob l'a dit, je comprends les chiffres que vous mentionnez, mais heureusement d'ailleurs, ces chiffres ne sont pas, ne reflètent pas les fonds dont nous disposons actuellement, qui sont heureusement bien plus élevés. Le financement d'un tel projet, en fait, se fait déjà en plusieurs phases. On va essayer de découper le financement en plusieurs morceaux qui correspondent aux phases d'avancement du projet. Et ensuite il y a plusieurs instruments. Donc vous avez des capitaux propres, donc c'est les actionnaires, vous avez des prêteurs, avec la dette, et puis vous avez des subventions. Donc on va bien utiliser tous ces instruments, on va les placer dans le temps en fonction de nos besoins. Donc, nous avons déjà réalisé des levées de fonds. La dernière en date était en juin dernier et puis la prochaine sera probablement en début de l'année prochaine. Parallèlement, nous avançons donc sur l'obtention de la dette. Ça se fait à la fois avec des banques commerciales, mais aussi avec des organismes spécialisés comme la BPI, Banque européenne d'investissement. Et puis sur les subventions, là, pareil, vous avez plusieurs guichets et nous regardons surtout au niveau de l'État français et de l'Union européenne pour prendre en charge une partie de notre financement. Donc ça, ce sont des travaux qui avancent bien, avec des rythmes qui peuvent être un peu différents selon s'il s'agit de la dette ou des capitaux propres et que ça va se faire petit à petit. Les grandes phases, alors je ne vais pas rentrer dans les détails, mais quand on découpe en très grandes phases le projet, il y a un morceau qui va tomber au lancement de la construction, c'est-à-dire en 2024, en été 2024, et puis d'autres morceaux qui s'espacent à peu près d'un an. Donc c'est 2025 et 2026.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Alors je voulais répondre aux autres questions que vous aviez. C'est celle au niveau de la Chine et ses 95 % qu'elle produit et serons-nous compétitifs par rapport à la Chine ? Alors, j'aimerais répondre de deux façons. La première : est-ce qu'on sera capable de produire au prix des Chinois ? Et la réponse est très claire : non. Pourquoi ? Parce qu'en Chine, un employé travaille 12 h par jour, six jours par semaine. Parce qu'en Chine, si je veux monter cette usine ici, comme je l'ai dit en trois mois j'ai toutes les autorisations de l'équivalent de Monsieur ROTH ou de Monsieur Franck LEROY. Et en plus la Région me paye l'usine et j'ai uniquement besoin de la rembourser dans cinq ans, de commencer mes remboursements. Donc dans ces conditions-là, on va avoir des coûts qui seront différents. La bonne nouvelle, c'est que les clients européens aujourd'hui veulent des produits européens. Et lorsque vous regardez une installation résidentielle sur une maison que vous auriez ici dans la région, suivant sa taille, elle va osciller entre 7000 et 12 000 € avec tout l'équipement inclus. La différence entre un panneau européen et un panneau chinois sera d'à peu près 200 € sur la totalité de cette somme. Donc vous comprenez bien que lorsque vous allez inviter des installateurs et des distributeurs à cette usine et vous leur faites voir une usine, sachant que la majorité des installateurs qui vont mettre des panneaux photovoltaïques sur les maisons n'ont jamais vu la moindre usine de panneaux photovoltaïques, mon expérience personnelle, c'est que lorsqu'on emmène des installateurs qui vont voir l'usine : voir, c'est croire. Et ces personnes ensuite sont les personnes qui sont chez vous autour de votre cuisine pour négocier et discuter du type de panneaux que vous allez avoir. Et quand l'installateur va dire à Monsieur et Madame DUPONT : Madame DUPONT, cette usine, les panneaux que je vais mettre sur votre toit, je les ai vu construire et je sais où ils sont, ils sont ici à Willerwald Hambach. Un installateur, dans ces cas-là, est acquis à vie, surtout lorsqu'on voit que cette différence est tellement faible.

Deuxième chose, il y a également aujourd'hui quelque chose qui commence à apparaître en Europe, Dieu merci, ça s'appelle qu'on essaye de promouvoir les produits fabriqués en Europe. Je vous garantis que quand vous êtes en Chine ou quand vous êtes aux États-Unis, ils utilisent tous des produits fabriqués sur place. Les seuls qui ne le font pas, ce sont nous. Et donc il faut que ça change. Et l'Europe se rend compte de ça. Et d'ailleurs, vous avez vu que le président Macron a dit : on arrête de donner des subventions pour des voitures électriques si la voiture n'a pas été fabriquée en Europe. Et ça d'ailleurs, les voitures électriques maintenant n'auront plus une prime de 7 000 € si elles n'ont pas été fabriquées en Europe. Je trouve ça très bien. Et c'est une des mesures qu'il faut mettre en place ici pour nous, pour le photovoltaïque. Donc, je suis personnellement persuadé que l'on sera en mesure de vendre nos panneaux photovoltaïques, même s'ils sont légèrement plus chers parce qu'ils sont de meilleure qualité, avec un bilan carbone plus bas et avec une empreinte sociale de savoir que nos employés qui travaillent ici dans l'usine ont été correctement traités, ce qui n'est pas le cas dans d'autres parties du monde. D'accord ? Vous mentionniez : est-ce qu'on va être capable, que mon objectif c'est de vendre ces panneaux ici en Europe ? Oui, absolument. Nous voulons faire une usine fabriquée en Europe par des panneaux fabriqués en Europe, par des Européens pour des Européens. Et je ne souhaite pas les vendre en Chine pour la bonne et simple raison que ce sera impossible, pour la raison que je vous ai expliquée tout à l'heure, c'est que les Chinois font une préférence nationale. J'ai d'ailleurs, dans ma vie antérieure, tenté de vendre des panneaux européens en Chine, oubliez. On a toujours trouvé une barrière à l'entrée, un problème quelconque. Donc voilà, il faut qu'on fasse quelque chose de similaire ici. Quant aux États-Unis, oui, on pourrait vendre des panneaux aux États-Unis, ces panneaux seront permis aux États-Unis, mais je vous ai montré tout à l'heure un diagramme : on aura besoin d'entre 40 et 60 gigawatts de panneaux photovoltaïques ici en Europe, pour notre propre souveraineté. Pourquoi j'irais les vendre aux États-Unis ? Ça n'a aucun sens. C'est-à-dire que ces panneaux devront traverser l'océan pour arriver là-bas ? Oui, je vous dis une chose : les prix aux États-Unis seront plus élevés que les prix européens. Donc je pourrais effectivement dire qu'on va gagner plus d'argent, mais ce n'est pas ce qu'on veut faire. On veut développer, et développer notre industrie ici en Europe.

Vous avez parlé du site Seveso. Effectivement, comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est un site Seveso. Ce n'est pas un site Seveso comme celui que vous avez de l'autre côté de la ville de Willerwald. Aujourd'hui, le site Seveso doit être en mesure de contenir à l'intérieur de son enceinte tous ces produits chimiques et toutes ces émanations potentielles. On ne veut plus avoir les équivalents de ce qui s'est passé dans les AZF et d'ailleurs notre usine n'a pas de produits de ce genre qui puisse faire une explosion de ce genre. Donc pour nous, la ville de Willerwald n'a rien à craindre de notre site. Et vous parliez des bruits de construction, Seifert, l'éclairage, j'en ai parlé tout à l'heure à une autre personne qui avait posé cette question. On va faire en sorte que les éclairages soient vers le bas et non pas vers le haut. On ne veut pas illuminer toute la région le soir, ça n'a aucun sens. C'est une perte d'énergie et une perte d'argent, donc on ne veut pas le faire. Et quant aux bruits de construction, oui lorsque l'usine sera construite, il y aura des bruits et ça je ne peux pas vous le nier. Quand on fait tourner une bétonneuse, ça fait du bruit. Et on veut travailler avec vous pour limiter ces nuisances le plus possible. Mais une fois que l'usine tournera, à nouveau ce ne sera pas une usine qui sera bruyante. Ce ne sera pas une usine avec des presses métalliques qui font du bruit ou une usine de pulpe de papier ou de carton qui aurait absolument eu des nuisances olfactives absolument horribles. Ici, vous aurez une usine qui sera un bâtiment qui ne fera pas de nuisances sonores. Voilà, on va essayer de faire les choses le mieux possible. Pardon ?

Intervention du public : (Inaudible)

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Il y a encore des usines de panneaux photovoltaïques en Europe, mais elles sont très petites. Vous n'avez plus d'usines de taille industrielle telle que la nôtre. Une usine de panneaux photovoltaïques aujourd'hui en Europe ne produit pas de cellules. Donc ce sera une usine d'assemblage. En fin de compte, on va prendre une plaque de verre, on va mettre un EVA, on va mettre des cellules dessus, on va remettre un EVA, on va mettre ça dans une laminatrice pour que ça chauffe l'EVA à 180°C. On le met sous vide pour enlever toutes les bulles d'air et ne pas avoir d'eau qui puisse rentrer dedans. On met un cadre autour et votre panneau photovoltaïque est fini. Je schématise, mais c'est ça. Et donc ce n'est pas du tout une usine comme une usine d'emboutissage de pièces métalliques ou quelque chose qui va faire un bruit colossal. Tout ça est à l'intérieur d'une usine qui est isolée du bruit et vous n'entendrez pas de bruit, qu'est-ce que je peux imaginer, comme des marteaux piqueurs toute la journée sur le site, c'est pas ça.

Intervention du public : (Inaudible)

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : L'usine de REC Solar à Singapour fait un gigawatt. Donc l'usine de REC Solar. En termes de bruit voulait dire ? Oui, oui, c'est à peu près la même conception. Vous savez, j'ai été à l'usine de Singapour de REC Solar. Quand vous êtes dehors, vous n'entendez rien.

Intervention du public : Oui, vous êtes un ancien de REC Solar.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Absolument, j'ai été directeur général de REC Solar France-Benelux-UK entre 2008 et 2012 et j'ai ensuite été le patron de REC Solar aux États-Unis de

2012 à 2016 et je suis ensuite rentré en Europe pour être patron de Trina Solar au niveau du commercial. Donc, lorsque REC a travaillé ici, j'étais partie déjà depuis à peu près quatre ans.

Intervention du public : Merci pour les informations.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Je vous en prie.

Julia BITRAN (animatrice) : Est-ce qu'on s'arrête là pour aujourd'hui ou est-ce qu'il y a encore des prises de parole ? Vous aurez encore plusieurs occasions. Il y a plusieurs rendez-vous dans cette concertation qui vous sont proposés. Il y a aussi le site internet sur lequel on vous redonne toutes les manières de participer, notamment à l'écrit. Vous pouvez aussi écrire directement au garant. Ils vous l'ont rappelé aussi tout à l'heure. Il y a une dernière question, une dernière remarque ?

Intervention du public : Une dernière question concernant les inscriptions aux ateliers. Donc je me suis déjà inscrit aux ateliers avec le site, mais on n'a pas de retour de confirmation. J'ai signalé le problème. Enfin, si c'était un problème. J'estime qu'on pourrait au moins avoir un reçu pour être sûre qu'on soit bien inscrit.

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : On va le remonter. C'est une entreprise extérieure qui gère ça.

Intervention du public : Je leur en ai parlé. Ils n'ont pas mis les horaires d'appel. Donc on appelle n'importe quand. On peut appeler sur le site, il y a marqué juste le numéro de téléphone, ce n'est pas marqué "appeler de telle heure à telle heure", ce n'est pas important. J'avais appelé et ils ont eu la gentillesse de me rappeler quand même sans que j'ai laissé un message. Je leur ai expliqué, ils m'ont dit qu'ils allaient remonter le point pour qu'on reçoive au moins un message de confirmation concernant les inscriptions aux ateliers. Mais je ne sais pas si ça a été fait. Je ne sais pas si je suis inscrit.

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : N'hésitez pas à nous laisser votre mail en fin de session, on vous fait un retour à ce sujet. Moi je vais les contacter et je vous fais un retour. On va régler ce problème.

Intervention du public : Merci.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Laissez-nous votre nom et on vérifiera sur le site web si effectivement vous êtes bien inscrit. Bien sûr, vous avez raison, il devrait y avoir un message de confirmation.

Elise BRUHAT (directrice de la stratégie industrielle d'HoloSolis) : Il n'y a pas de limitation au nombre de participants. On met des inscriptions à disposition pour nous, nous aider à préparer. Néanmoins, toute personne peut venir, même sans être inscrit, à tous les ateliers, à la visite du site, et c'est important de le noter. Ça reste un événement ouvert quoi qu'il arrive. Donc nous, ça nous facilite l'organisation. Néanmoins, toute personne souhaitant participer arrivant le jour J sera accueillie et on sera ravis qu'elle soit là.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Et on offrira même le café.

Julia BITRAN (animatrice) : La concertation se poursuit donc jusqu'à la fin octobre et nos deux garants sont fidèles au poste, n'est-ce pas ?

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Tout à fait, oui, on sera fidèle au poste. J'aimerais justement, comme l'a dit Elise, il n'y a pas d'inscription, c'est ouvert, ça c'est fondamental. Après, je le répète, si on a votre courriel, parce que tout sera toujours sur le site en continu : les comptes rendus, les invitations et tout. Mais si on a votre courriel, on vous dit quand il y a une actualisation. Donc donnez votre courriel, ça vous permet d'être non pas vous, à aller sur le site, mais on vous alerte s'il y a quelque chose de nouveau. Donc n'hésitez pas à le faire. Ça, c'est une chose. Et je rappelle effectivement toute la matière d'aujourd'hui, c'est un préchauffage, on va dire, c'est un échauffement. Le but, c'est vraiment que les ateliers permettent d'aller au fond encore davantage qu'aujourd'hui. Donc je rappelle, il y a trois ateliers : le premier c'est le 10 octobre, il y a l'environnement. Ensuite il y a spécifique Willerwald qui comprend un atelier plus la visite de terrain ensemble, terrain côté habitants, terrain côté site. Je crois que c'est très important ça. Et ensuite l'atelier impact sur le territoire, notamment la dimension emploi etc. qui en découle. Plus se rajoute à cela une table ronde mercredi prochain, ça sera dans quel espace ?

Julia BITRAN (animatrice) : Ça se passe à la médiathèque communautaire de Sarreguemines, donc au centre-ville de Sarreguemines.

Bernard CHRISTEN (garant de la CNDP) : Et une table ronde qui va vraiment travailler cette question qui a beaucoup été évoquée aujourd'hui, mais qu'on va approfondir, c'est la question de l'impact industriel, l'enjeu industriel et de l'enjeu de transition énergétique. Non pas une approche incidence locale du projet, mais importance supra locale du projet. Et les trois ateliers, eux, par contre, c'est vraiment l'impact local. Donc n'hésitez pas, aujourd'hui, c'est pour nous, c'est un bon échauffement et ça aide aussi à organiser les ateliers avec précision, ça nourrira tout le travail qu'on a fait ensemble. Voilà le message qu'on voulait faire passer. Et n'hésitez pas non seulement à venir aux ateliers, mais à faire venir aux ateliers.

Julia BITRAN (animatrice) : Pour qu'il y ait encore plus de monde. Jan Jacob BOOM-WICHERS, le mot de la fin, il est pour vous.

Jan Jacob BOOM-WICHERS (président d'HoloSolis) : Merci beaucoup. J'aimerais vous remercier très profondément du fait d'être ici. Il est 1 h de l'après-midi un samedi. Je sais que certains d'entre vous ont peut-être très faim ou souhaiteraient être avec vos familles, donc ce sujet est très important pour nous. Il l'est également bien sûr pour toute la région. Donc, je voulais vous remercier de ces premières rencontres

ensemble, de vos échanges. J'ai ressenti qu'il y avait un certain nombre de sujets qui étaient importants pour vous. J'espère qu'on a pu apporter des réponses. Et bien sûr, il y a encore quatre ou cinq ateliers ou rencontres différentes qui vont venir, donc on s'impatiente de les faire avec vous et d'échanger avec vous et de répondre à vos questions et trouver des solutions aux problèmes qui se trouvent. Et merci encore infiniment à la mairie de Woustviller de nous avoir prêté cette magnifique salle et merci à vous Julia d'avoir animé cette session.

(Applaudissements dans la salle)